ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 6 Ὀκτωβρίου 1956 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | Ἀριθμὸς φύλλου 223

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν. Δ. 3565. Περὶ κυρώσεως τῆς Συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν λογοτεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων, τῆς ὑπογραφείσης ἐν Βέρνῃ τὴν 9 Σεπτεμβρίου 1886, ὡς αὕτη τελικῶς ἀνεθεωρήθη τὴν 26 Ἰουνίου 1948 ἐν Βρυξέλλαις. 1

Ν. Δ. 3569. Περὶ κυρώσεως τῆς Μορφωτικῆς Συμβάσεως μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Βελγίου ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Δεκεμβρίου 1954. 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ (1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 3565.

Περὶ κυρώσεως τῆς Συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν λογοτεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων, τῆς ὑπογραφείσης ἐν Βέρνῃ τὴν 9 Σεπτεμβρίου 1886, ὡς αὕτη τελικῶς ἀνεθεωρήθη τὴν 26 Ἰουνίου 1948 ἐν Βρυξέλλαις.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 28 Αὐγούστου 1956 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ σύμβασις διὰ τὴν προστασίαν τῶν λογοτεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων, ἡ ὑπογραφεῖσα τὴν 9ην Σεπτεμβρίου 1886 ἐν Βέρνῃ καὶ τελικῶς ἀναθεωρηθεῖσα ἐν Βρυξέλλαις τὴν 26ην Ἰουνίου 1948, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ προτύπῳ καὶ ἐν Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἄρθρον 2.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις παραιτεῖται πασῶν τῶν ἐπιφυλάξεων ἃς διετύπωσεν εἰς τὸ παρελθὸν κατὰ τὰς ἑκάστοτε ἀναθεωρήσεις ἢ συμπληρώσεις τῆς Συμβάσεως τῆς Βέρνης τῆς 9ης Σεπτεμβρίου 1886, τῆς παραιτήσεως ταύτης ἰσχυούσης ἔναντι πάντων ἀνεξαιρέτως τῶν μελῶν τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν λογοτεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ὑπὸ τῶν προηγουμένων ἄρθρων κυρουμένης Συμβάσεως ρυθμίζεται ἐκ τῶν σχετικῶν διατάξεων αὐτῆς.

Ἐν τῇ Β. Ἑλληνικῇ Πρεσβείᾳ Βιέννης τῇ 27 Σεπτεμβρίου 1956

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ, Α. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ-ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Π. ΠΑΠΑΛΗΓΟΤΡΑΣ, Γ. Ι. ΡΑΛΛΗΣ, Λ. Π. ΤΣΑΛΔΑΡΗ, Λ. ΜΠΟΤΡΝΙΑΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Γ. ΚΑΣΙΜΑΤΗΣ, Δ. ΔΑΒΑΚΗΣ, Δ. ΑΛΙΠΡΑΝΤΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Χ. ΚΑΡΑΠΙΠΕΡΗΣ, Δ. ΜΑΝΕΝΤΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 6 Ὀκτωβρίου 1956

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

CONVENTION DE BERNE

Pour la Protection des Oeuvres Littéraires et Artistiques

Signée le 9 Septembre 1886, complétée à Paris le 4 mai 1896, revisée à Berlin le 13 novembre 1908, complétée à Berne le 20 mars 1914, revisée à Rome le 2 juin 1928 et REVISEE à Bruxelles le 26 juin 1948.

L'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d' Irlande du Nord, la Grèce, la Hongrie, l'Inde, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Liban, le Liechtenstein, le Luxembourg, le Maroc, Monaco, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Suède, la Suisse, la Syrie, la Tchécoslovaquie, la Tunisie, l'Union Sud-Africaine, la Cité du Vatican et la Yougoslavie.

Egalement animés du désir de protéger d'une manière aussi efficace et aussi uniforme que possible les droits des auteurs sur leurs oeuvres littéraires et artistiques,

Ont résolu de reviser et de compléter l'acte signé à Berne le 9 septembre 1886, compléter à Paris le 4 mai 1896, revisé à Berlin le 13 novembre 1908, complété à Berne le 20 mars 1914 et revisé à Rome le 2 juin 1928.

En conséquence, les Plénipotentiaires sous-signés, après présentation de leurs pleins pouvoirs, reconnue en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1er.

Les Pays auxquels s'applique la présente Convention sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs oeuvres littéraires et artistiques.

Article 2.

1. Les termes oeuvres littéraires et artistiques «comprennent toutes les productions du domaine littéraire, scientifique et artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression, telles que : les livres, brochures et autres écrits ; les conférences allocutions, sermons et autres oeuvres de même nature ; les oeuvres dramatiques ou dramatico-musicales ; les oeuvres chorégraphiques et les pantomimes, dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement ; les compositions miusicales avec ou sans paroles ; les oeuvres cinématographiques et celles obtenues par un procédé analogue à la cinématographie ; les oeuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure, de lithographie ; les oeuvres photographiques et celles obtenues par un procédé analogue à la photographie, les oeuvres des arts appliqués ; les illustrations, les cartes géographiques ; les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences.

2. Sont protégés comme des oeuvres originales, sans préjudice des droits de l'auteur de l'oeuvre originale, les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres transformations d'une oeuvre littéraire ou artistique. Il est toutefois réservé aux législations des Pays de l'Union de déterminer la protection à accorder aux traductions des textes officiels d'ordre législatif, administratif et judiciaire,

3) Les recueils d'oeuvres littéraires ou artistiques tels que les encyclopédies et anthologies qui, par le choix ou la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles sont protégés comme telles, sans préjudice des droits des auteurs sur chacune des oeuvres qui font partie et des recueils.

4. Les oeuvres mentionées ci-dessus jouissent de la protection dans les pays de l'Union. Cette protection s'exerce au profit de l'auteur et de ses ayants droit.

5. Il est réservé aux législations des pays de l'Union de régler le champ d'application des lois concernant les oeuvres des arts appliqués et les des ins et modèles industriels, ainsi que les conditions de protection de ces oeuvres, dessins et modèles. Pour les oeuvres protégées uniquement comme dess ns et modèles dans le pays d'origine, il ne peut être réclamé dans les autres pays de l'Union que la protec ion accordée aux dessins et modèles dans ces pays.

Article 2bis.

1. Est réservée aux législations des pays de l'Union la faculté d'exclure partiellement ou totalement de la protection prévue à l'article précédent les discours politiques et les discours prononcés dans les débats judiciaires.

2. Est réservée également aux législations des pays de l'Union la faculté de statuer sur les conditions dans lesquelles les conférences, allocutions, sermons et autre oeuvres de nature pourront être reproduite par la presse.

3. Toutefois, l'auteur seul aura le droit de réunir en recueil ses oeuvres mentionnées aux alinéas précédents.

Article 3.

(supprimé)

Ar icle 4.

1. Les auteurs ressort ssant à l'un des Pays de l' Un on jouissent dans les Pays autres que le Pays d'orig ne de l'oeuvre, pour leurs oeuvres, soit non publiées, soit publiées pour la prémière fois dans un Pays de l' Union, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, aisni que des droits spécialement accordés par la présente Convention.

2. La juissance et l'exercice des ces ces droits ne sont subordonnés à aucune formalité; cette jouissance et cet exercice sont indépendants de l'existence de la protection dans le Pays d'origine de l'oeuvre. Par suite, en dehors des stipulations de la présente Convention, l'étendue de la protection ainsi que les moyens de recours garantis à l'auteur pour sauvegarder ses droits se règlent exclusivement d'après la législation du Pays où la protection est réclamée.

3. Est considéré comme pays d'origine de l'oeuvre: pour les oeuvres publiées, celui de la première publication, même s'il s'agit d'oeuvres publiées simultanément dans plusieurs Pays de l'Union qui admettent la même durée de protection; s'il s'agit d'oeuvres publiées simultanément dans plusieurs Pays de l'Union admettant des durées de protection différents, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la moins longue; pour les oeuvres publiées simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un Pays de l'Union, c'est ce dernier Pays qui est exclusivement considéré comme Pays d'origine. Est considérée comme publiée simultanément dans plusieurs Pays toute oeuvre qui a paru dans deux ou plusieurs Pays dans les trente jours de sa première publication.

4. Par oeuvres publiées il faut, dans le sens des articles 4, 5 et 6, entendre les oeuvres édités, quel que soit le mode de fabrication des exemplaires, lesquels doivent être mis en quantité suffisante à la disposition du public. Ne constituent pas une publication la représentation d'une oeuvre dramatique, dramatico-musicale ou cinématographique, l'execution d'une oeuvre musicale, la récitation publique d'une oeuvre littéraire, la transmission ou la radiodiffusion des oeuvres olittéraires ou artistiques, l'exposition d'une oeuvre d'art et la construction d'une oeuvre d'architecture.

5. Est considéré comme Pays d'origine, pour les oeuvres non publiées, celui auquel appartient l'auteur. Toutefois, est considéré comme Pays d'origine, pou

les oeuvres d'architecture ou des arts graphiques et plastiques faisant corps avec un im neuble, le Pays de l'Union où ces oeuvres ont été édifiées ou incorporées à une construction.

Article 5.

Les ressortissants de l'un des Pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs oeuvres dans un autre Pays de l'Union, ont, dans ce dernier Pays, les mêmes droits que les auteurs nationaux.

Article 6.

1. Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des Pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs oeuvres dans l'un de ces Pays, jouissent, dans ce pays, des mêmes droits que les auteurs nationaux, et dans les autres Pays de l'Union, des droits accordés par la présente Convention.

2) Néanmoins, lorsqu'un Pays étranger à l'Union ne protège pas d'une manière suffisante les oeuvres des auteurs qui sont ressortissants de l'un des Pays de l' Union, ce dernier Pays pourra restreindre la protection des oeuvres dont les auteurs sont, au moment de la première publication de ces oeuvres, ressortissants de l'autre Pays et ne sont pas domiciliés effectivement dans l'un des Pays de l'Union. Si le Pays de la première publication fait usage de cette faculté, les autres Pays de l'Union ne seront pas tenus d'accorder aux oeuvres ainsi soumises à un traitement spécial une protection plus large que celle qui leur est accordée dans le Pays de la première publication.

3) Aucune restriction, établié en vertu de l'alinéa précédent, ne devra porter préjudice aux droits qu'un auteur aura acquis sur une oeuvre publiée dans un Pays de l'Union avant la mise à exécution de cette restriction.

4) Les Pays de l'Union qui, en vertu du présent article, restreindront la protection des droits des auteurs, ce notiferont au Gouvernement de la Confédération suisse par une déclaration écrite où seront indiqués les Pays vis-à-vis desquels la protection est restreinte, de même que les restrictions auxquelles les droits des auteurs ressortissants à ces Pays sont soumis. Le Gouvernement de la Confédération suisse communiquera aussitôt le fait à tous les pays de l'Union.

Article 6bis.

1. Indépendamment des droits patrimoniaux d'auteur, et même après la cession desdits droits, l'auteur conserve pendant toute sa vie le droit de revendiquer la paternité de l'oeuvre et de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de cette oeuvre ou à toute autre atteinte à la même oeuvre, préjudiciables à son honneur ou à sa réputation.

2. Dans la mesure où la législation nationale des Pays de l'Union le permet, les droits reconus à l'auteur en vertu de l'alinéa 1er ci-dessus sont, après sa mort, naintenus au moins jusqu'à l'extinction des droits patrimoniaux et exercés par les personnes ou institutions auxquelles cette législation donne qualité. Il est réservé aux legislations nationales des Pays de l'Union d'établir les conditions d'exercice des droits visés au présent alinéa.

3. Les moyens de recours pour sauvegarder les droits reconnus dans le présent article sent règlés par la législation du Pays où la protection est reclamée.

Article 7.

1. La durée de la protection accordée par la présente Convention comprend la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort.

2. Toutefois, dans ce cas où un ou plusieurs Pays de l'Union accordaient une durée superieure à celle prévue à l'alinéa 1er, la durée sera réglée par la loi du Pays ou la protection sera reclamée, mais elle ne pour.a excéder la durée fixée dans le Pays d'origine de l'oeuvre.

3. Pour les oeuvres cinématographiques, pour les oeuvres photofraphiques ainsi que pour celles obtenues par un procédé analogue à la cinématographie ou à la photographie et pour les oeuvres des arts appliqués, la durée de la protection est réglee par la loi du Pays où la protection est réclamée, sans que cette durée puisse excéder la durée fixée dans le Pays d'origine de l'oeuvre.

4. Pour les oeuvres anonymes ou pseudonymes, la durée de la protection est fixée à cinquente ans à compter de leur publication. Toutefois, quand le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute sur son identité, la durée de la protection est celle prévue à l'alinéa 1er. Si l'auteur d'une oeuvre anonyme ou pseudonyme révèle son identité pendant la période ci-dessus indiquée, le délai de protection applicable est celui prévu à l'alinéa 1er.

5. Pour les oeuvres posthumes n'entrant pas dans les catégories d'oeuvres visées aux alinéas 3 et 4 ci-dessus, la durée de la protection au profit des héritiers et autres ayants droit de l'auteur prend fin cinquante ans après la mort de l'auteur.

6. Le délai de protection postérieur à la mort de l'auteur et les délais prévus aux alinéas 3, 4 et 5 ci-dessus commencent à courir à compter de la mort ou de la publication, mais la durée de ces délais n'est calculée qu'à partir du 1er janvier de l'année qui suit l'événement faisant courir les dits délais.

Article 7bis.

La durée du droit d'auteur appartenant en commun aux collaborateurs d'une oeuvre est calculée d' après la date de la mort du dernier survivant des collaborateurs.

Article 8.

Les auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques protégés par la présente Convention jouissent, pendant toute la durée de leurs droits sur l'oeuvre originale, de droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs oeuvres.

Article 9.

1. Les romans-feuilletons, les nouvelles et toutes autres oeuvres, soit littéraires, soit scientifiques, soit artistiques, quel qu'en soit l'objet, publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des Pays de l' Union ne peuvent être reproduits dans les autres Pays sans le consentement des auteurs.

2. Les articles d'actualité de discussion économique, politique ou religieuse peuvent être reproduits par la presse si la reproduction n'en est pas expressément réservée. Toutefois, la source doit toujours être clairement indiquée; la sanction de cette obligation est déterminée par la législation du Pays où la protection est réclamée.

3. La protection de la présente Convention ne s'applique pas aux nouvelles du jour ou aux faits divers qui ont le caractère de simples informations de presse.

Article 10.

1. Dans tous les pays de l'Union sont licites les courtes citations d'articles de journaux et recueils périodiques, même sous forme de revues de presse.

2. Est réservé l'effet de la législation des Pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux, en ce qui concerne la faculté de faire licitement, dans la mesure justifiée par le but à atteindre, des emprunts à des oeuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique ou pour des chrestomathies.

3. Les citations et emprunts seront accompagnés de la mention de la source et du nom de l'auteur, si ce nom figure dans la source.

Article 10bis.

Il est réservé aux législations des Pays de l'Union de régler les conditions dans lesquelles il peut être procédé à l'enregistrement, à la reproduction et à la communication publique de courts fragments d'oeuvres littéraires ou artistiques à l'occasion de comptes rendus des événement d'actualité par le moyen de la photographie, de la cinématographie ou par voie de radiodiffusion.

Article 11.

1. Les auteurs d'oeuvres dramatiques, dramatico-musicales et musicales jouissent du droit exclusif d' autoriser: 1 la représentation et l'exécution publiques de leurs oeuvres; 2 la transmission publique par tout moyen de la représentation et de l'exécution de leurs oeuvres. Est toutefois réservée l'application des dispositions des articles 11bis et 13.

2. Les mêmes droits sont accordés aux auteurs d'oeuvres dramatiques ou dramatico-musicales pendant toute la durée de leurs droits sur l'oeuvre originale, en ce qui concerne la traduction de leurs oeuvres.

3. Pour jouir de la protection du présent article, les auteurs, en publiant leurs oeuvres, ne sont pas tenus d'en interdire la représentation ou l'exécution publiques.

Article 11bis.

1. Les auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser: 1 la radiodiffusion de leurs oeuvres ou la communication publique de ces oeuvres par tout autre moyen servant à diffuser sans fil les signes, les sons ou les immages; 2 toute communication publique, soit par fil, soit sans fil, de l' oeuvre radiodiffusée, lorsque cette communication est faite par un autre organisme que celui d'origine; 3 la communication publique, par haut-parleur ou par tout autre instrument analogue transmetteur de signes, de sons ou d'images, de l'oeuvre radiodiffusée.

2. Il appartient aux législations des Pays de l' Union de régler les conditions d'exercice des droits visées par l'alinéa 1 ci-dessus, nais ces conditions n' auront qu'un effet strictement limité au Pays qui les aurait établies. Elles ne pourront en aucun cas porter atteinte au droit moral de l'auteur, ni au droit qui appartient à l'auteur d'obtenir une rémunération équitable fixée, à défaut d'accord amiable, par l'autorité compétente.

3. Sauf stipulation contraire, une autorisation accordée conformément à l'alinéa 1 du présent article n' implique pas l'autorisation d'enregister, au moyen d'instruments portant fixation des sons ou des images, l'oeuvre radiodiffusée. Est toutefois réservé aux législations des Pays de l'Union le régime des enregistrements éphémères effectués par un organisme de radio diffusion par ses propres moyens et pour ses émissions. Ces législations pourront autoriser la conservation de ces enregistrements dans des archives officielles en raison de leur caractère exceptionnel de documentation.

Article 11ter

Les auteurs d'oeuvres littéraires jouissent du droit exclusif d'autoriser la récitation publique de leurs oeuvres.

Article 12.

Les auteurs d'oeuvres littéraires, scientifiques ou artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser les adaptations, arrangements et autres transformations de leurs oeuvres.

Article 13.

1. Les auteurs d'oeuvres musicales jouissent du droit exclusif d'autoriser: 1 l'enregistrement de ces oeuvres par des instruments servant à les reproduire mécaniquement; 2 l'exécution publique au moyen de ces instruments des oeuvres ainsi enregistrées.

2. Des réserves et conditions relatives à l'application des droits visés par l'alinéa 1er ci-dessus pourront être déterminées par la législation de cheque Pays de l'Union en ce qui le concerne, mais toutes réserves et conditions de cette nature n'auront qu'un effet strictement limité du Pays qui les aurait établies et ne pourront en aucun cas porter atteinte au droit qui appartient à l'auteur d' obtenir une rémunération équitable fixée, à defaut d'accord amiable, par l'autorité compétente.

3. La disposition de l'alinéa 1er du présent article n'a pas d'effet rétroactif et, par suite, n'est pas applicable dans un Pays de l'Union aux oeuvres qui,dans ce pays auront été adaptées licitement à des instruments mécaniques avant la mise en vigueur de la Convention signée à Berlin le 13 novembre 1908 et, s'il s'agit d'un Pays qui aurait accédé à l'Union depuis cette date ou y accéderait dans l'avenir, avant la date de son accession.

4. Les enregistrements faits en vertu des alinéas 2 et 3 du présent article et importés, sans autorisation des parties intéressées, dans un Pays où ils ne seraient pas licites, pourront y être saisis.

Article 14.

1. Les auteurs d'oeuvres littéraires, scientifiques ou artistiques ont le droit exclusif d'autoriser: 1 l'adaptation et la reproduction cinématographiques de ces oeuvres et la mise en circulation des oeuvres ainsi adaptées ou reproduites; 2 la représentation publique et l'exécution publique des oeuvres ainsi adaptées ou reproduites.

2. Sans préjudice des droits de l'auteur de l'oeuvre adaptée ou reproduite, l'oeuvre cinematographique est protégée comme une oeuvre originale.

3. L'adaptation sous toute autre forme artistique des réalisations cinematographiques tirées d'oeuvres littéraires, scientifiques ou artistiques reste soumise, sans préjudice de l'autorisation de leurs auteurs, à l' autorisation de l'auteur de l'oeuvre originale.

4. Les adaptations cinématographiques d'oeuvres litteraires, scientifiques ou artistiques ne sont pas soumises aux réserves et conditions visées par l'article 13, alinéa 2.

5. Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la reproduction ou production obtenue par tout autre procédé analoque à la cinématographie.

Article 14 bis

1. En ce qui concerne les oeuvres d'art originales et les manuscrits originaux des écrivains et compositeurs, l'auteur—ou, après sa mort, les personnes ou institutions auxquelles la législation nationale donne qualité—jouit d'un droit inaliénable à être intéressé aux opérations de vente dont l'oeuvre est l'objet après la première cassion opérée par l'auteur.

2. La protection prévue à l'alinéa ci-dessus n'est exigible dans chaque Pays de l'union que si la legislation nationale de l'auteur admet cette protection et dans la mesure où le permet la législation du Pays où cette protection est réclamée.

3. Les modalités et les taux de la perception sont déterminés par chaque législation nationale.

Article 15.

1. Pour que les auteurs des oeuvres littéraires et artistiques protégés par la présente Convention soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme

tels et admis en conséquence devant les tribunaux des Pays de l'Union à exercer des poursuites contre les contrefacteurs, il suffit que le nom soit indiqué sur l'oeuvre en la manière usitée. Le présent alinéa est applicable, même si le nom est un pseudonyme, dès lors que le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute sur son identité.

2. Pour les oeuvres anonymes et pour les oeuvres pseudonymes autres que celles dont il est fait mention à l'alinéa précédent, l'editeur dont le nom est indiqué sur l'oeuvre est, sans autre preuve, réputé représenter l'auteur; en cette qualité, il est fondé à sauvegarder et faire valoir les droits de celui-ci. La disposition du présent alinéa cesse d'etre applicable quand l'auteur a révélé son identité et justifié de sa qualité.

Article 16.

1. Toute oeuvre contrefaite peut être saisie par les autorités competentes des Pays de l'Union où l'oeuvre originale a droit à la protection légale.

2. Dans ces Pays, la saisie peut aussi s'appliquer aux reproductions provenant d'un Pays où l'oeuvre n'est pas protégée au a cessé de l'être.

3. La saisie a lieu conformément à la législation de chaque Pays.

Article 17

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent porter préjudice. en qui que ce soit, au droit qui appartient au Gouvernement de chacun des Pays de l'Union de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou productiion à l'égard desquels l'autorité compétente aurait a exercer ce droit.

Article 18.

1. La présente Convention s'applique à toutes les oeuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine publique de leur Pays d'origine par l'expiration de la durée de la protection.

2. Cependant, si une oeuvre, par l'expiration de la durée de protection qui lui était antérieurement reconnue, est tombée dans le domaine public du Pays où la protection est réclamée, cette oeuvre n'y sera pas protégée à nouveau.

3. L'application de ce principe aura lieu conformément aux stipulations contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet entre Pays de l'Union. A défaut de semblables stipulations, les Pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, les modalités relatives à cette application.

4. Les dispositions qui précèdent s'appliquent également en cas de nouvelles accessions à l'Union et dans le cas où la protection serait étendue par application de l'article 7 ou par abandon de réserves.

Article 19.

Les dispositions de la présente Convention n' empêchent pas de revendiquer l'application de dispositions plus larges qui seraient éditées par la législation d'un Pays de l'Union.

Article 20.

Les Couvernements des Pays de l'Union se réservent le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements conféraient aux auteurs des droits plus étendus que ceux accordés par la Convention, ou qu'ils renfermeraient d' autres stipulations non contraires à la présente Convention. Les dispositions des arragements existants qui répondent aux conditions précitées restent applicables.

Article 21.

1. Est maintenu l'office international institué sous le nom de »Bureau de l'Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques».

2. Ce Bureau est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

3. La langue officielle du Bureau est la lanque française.

Article 22.

1. Le Bureau international centralise les renseignements de toute nature relatifs à protection des droits des auteurs sur leurs oeuvres littéraires et artistiques. Il les coordonne et les publie. Il procède aux études d' utilité commune intéressant l'Union et rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique, en lanque française, sur les questions concernant l'objet de l' Union. Les Couvernements des Pays de l'Union se réservent d' autoriser, d'un commun accord, le Bureau à publier une édition dans une ou plusieurs autres lanques, pour le cas où l'expérience en aurait démontré le besoin.

2. Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des oeuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

3. Le Directeur du Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à tous les membres de l'Union.

Article 23.

1. Les dépenses du Bureau de l'Union internationale sont supportées en commun par les Pays de l'Union. Jusqu' à nouvelle décision, elles ne pourront pas dépasser la somme de cent vingt mile francs-or par année(*) Cette somme pourra être augmentée au bésoin par décision unanime des Pays de l'Union ou d'une des Conférences prévues à l'article 24.

2. Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les pays de l'Union et ceux qui adhéreront ultérieurement à l'Union sont divisés en six classes contribuant chacun dans la proportion d'un certain nombre d'unitès, savoir:

1er	classe	25	unités
2me	»	20	»
3me	»	15	»
4me	»	10	»
5me	»	5	»
6me	»	3	»

3. Ces coefficients sont multipliés par le nombre des Pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

4. Chaque Pays déclarera, au moment de son accession, dans laquelle des susdites classes il demande à être rangé, mais il pourra toujours déclarer ultérieurement qu'il entend être rangé dans une autre classe.

5. L' Administration suisse prépare le budget du Bureau et en surveille les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel, qui sera communiqué à toutes les autres Administrations.

(*) Cette unité Monetaire est le franc-or à 100 centimes d'un poids de 10]310 de gramme et d' un titre de 0,900.

Article 24.

1. La presente Convention peut être soumise à des revisions en une d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

2. Les questions de cette nature, ainsi que celles qui intéressent à d'autres points de vue le développement de l'Union, sont traitées dans des Conferences qui auront lieu successivement dans les pays de l'Union entre les délégués des dits Pays. L'Administration du Pays où doit siéger une Conférence prépare, avec le concours du Bureau international, les travaux de celle-ci. Le directeur du bureau assiste aux séances des Conférences et prend part aux discussions sans voix délibérative.

3. Aucun changement à la présente Convention n'est valable pour l'Union que moyennant l'assentiment des Pays qui la composent.

Article 25.

1. Les pays étrangers à l'Union, et qui assurent la protection légale des droits faisant l'objet de la présente Convention, peuvent y accéder sur leur demande.

2. Cette accession sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci a tous les autres.

3. Elle emportera de plein droit adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente Convention et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres Pays unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par le Pays adhérent. Toutefois, elle pourra contenir l'indication que le Pays adhérent entend substituer, provisoirement au moins, à l'article 8, en ce qui concerne les traductions, les dispositions de l'article 5 de la Convention d'Union de 1886 revisée à Paris en 1896, étant bien entendu, que ces dispositions ne visent que la traduction dans la ou les langues du Pays.

Article 26.

1. Chacun des pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente Convention est applicable à ses territoirées d'outre-mer, colonies, protectorats, territoires sous tutelle, ou à tout autre territoire dont il assure les relations extérieures, et la Convention s'appliquera alors à tous les territoires désignés dans la notification à partir d'une date fixée conformément à l'article 25, alinéa 3. A défaut de cette notification, la Convention ne s'appliquera pas à ces territoires.

2. Chacun des Pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente Convention cesse d'être applicable à tout ou partie des territoires qui ont fait l'objet de la notification prévue à l'alinéa qui précède, et la Convention cessera de s'appliquer dans les territoires désignés dans cette notification douze mois après réception de la notification adressée au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. Toutes les notifications faites au Gouvernement de la Confédération suisse, conformément aux dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article, seront communiquées par ce Gouvernement à tous les Pays de l'Union.

Article 27.

1. La présente Convention remplacera, dans les rapports entre les Pays de l'Union, la Convention de Berne du 9 septembre 1886 et les Actes qui l'ont successivement revisée. Les Actes précédemment en vigueur conserveront leur application dans les rapports avec les Pays qui ne ratifieraient pas la présente Convention.

2. Les Pays au nom desquels la présente Convention est signée pourront encore conserver le bénéfice des réserves qu'ils ont formulées antérieurement, à la condition d'en faire la déclaration lors du dépôt des ratifications.

3. Les Pays faisant actuellement partie de l'Union au nom desquels la présente Convention n'aura pas été signée, pourront en tout temps y adhérer dans la forme prévue par l'article 25. Ils pourront bénéficier en ce cas des dispositions de l'alinéa précédent.

Article 27bis.

Tout différend entre ou plusieurs Pays de l'Union concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, qui ne sera pas réglé par voie de négociation, sera porté devant la Cour internationale de Justice pour qu'il soit statué par elle, à moins que les Pays en cause ne conviennent d'un autre mode de réglement. Le Bureau international sera informé par le Pays demandeur du différend porté devant la Cour; il en donnera connaissance aux autres Pays de l'Union.

Article 28.

1. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Bruxelles au plus tard le 1er juillet 1951. Ces ratifications, avec leurs dates et toutes les déclarations dont elles pourraient être accompagnées, seront communiquées par le Gouvernement Belge au Gouvernement de la Confédération suisse et ce dernier les notifiera aux autres Pays de l'Union.

2. La présente Convention entrera en vigueur entre les Pays de l'Union qui l'auront ratifiée un mois après le 1er juillet 1951. Toutefois, si, avant cette date, elle était ratifiée par six Pays de l'Union au moins, elle entrerait en vigueur entre ces Pays de l'Union un mois après que le dépôt de la sixième ratification leur aurait été notifiée par le Gouvernement de la Confédération suisse et, pour les Pays de l'Union qui ratifieraient ensuite, un mois après la notification de chacune de ces ratifications.

3. Les Pays étrangers à l'Union pourront, jusqu'au 1er juillet 1951, accéder à l'Union par voie d'adhésion, soit à la Convention signée à Rome le 2 juin 1928, soit à la présente Convention. A partir du 1er juillet 1951, ils ne pourront plus adhérer qu'à la présente Convention. Les Pays de l'Union qui n'auraient pas ratifié la présente Convention au 1er juillet 1951 pourront y accéder dans la forme prévue par l'article 25. Ils pourront bénéficier en ce cas des dispositions de l'article 27, alinéa 2.

Article 29.

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Chacun des Pays de l'Union aura toutefois la faculté de la dénoncer en tout temps, au moyen d'une notificat on adressée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse.

2. Cette dénonciation, qui sera communiquée par celui-ci à tous les autres Pays de l'Union, ne produira effet qu'à l'égard du Pays qui l'aura faite, et seulement douze mois après réception de la notification de dénonciation adressée au Gouvernement de la Confédération suisse, la Convent on restant exécutoire pour les autres Pays de l'Union.

3. La faculté de dénonciat on prévue au présent article ne pourra être exercée par un Pays avant l' expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de la ratification ou de l'accession opérée par ce Pays.

Article 30.

1. Les Pays qui introduiront dans leur législation la durée de protection de cinquante ans prévue par

l'article 7, alinéa 1er, de la présente Convention, le feront connaitre au Couvernement de la Confédération suisse par une notification écrite qui sera communiquée aussitôt par ce Gouvernement à tous les autres Pays le l'Union.

2. Il en sera de même pour les Pays qui renonceront aux réserves faites ou maintenues par eux en vertu des articles 25 et 27.

Articles 31.

Les Actes officiels des Conférences seront établié en français. Un texte équivalent sera rédigé en anglais. En cas de contestation sur l'interpréta ion des Actes, le texte français sera toujours appélé à faire établir par le Bureau international, en accord avec ce Bureau, un texte autorisé des dits Actes dans la langue de son choix. Ces textes seront publiés dans les actes des Conférences en annexe aux textes français et anglais..

En foi de quoi les Plénipotentiaires sous-signés ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le 26 juin, 1948, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur de Belgique. Une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chaque Pays de l'Union.

Pour l'Australie :
Ad referendum W. J. DIGNAM

Pour l'Autriche :
Dr. KURT FRIEBERGER

Pour la Belqique :
J. KUYPERS
ALB. GUISLAIN
COPPIETERS DE GIBSON
J. HAMELS
MARGEL WALCKIERS
P. RECHT
J. SCHNEIDER
C. DEWAERSEGGER

Pour le Brésil :
ILDEFONSO MASCARENHAS DE SILVA

Pour le Canada :
VICTOR DORE
W. P. C'MEARA

Pour le Danemark :
BENT FALKENSTJERNE
TORBEN LUND

Pour l'Espagne :
R. SORIANO

Pour la Finlande :
RAGNAR NUMELIN
Y. J. HAKULINEN

Pour la France :
J. De HAUTECLOCQUE
MARCEL PLAISANT
CL. BEGUIN - BILLECOCQ
PUGET
MARCEL BOUTET
M. WEISS

Pour le Royaume - Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
B. G. CREWE

Pour la Grèce :
TRIANTAFYLLAKOS
MICHEL MANDOUDIS

Pour la Hongrie :
Z. VIRAGH

Pour l'Inde :
R. S. MANI

Pour l'Irlande :
EDWARD A. CLEARY

Pour l'Islande :
KRISTJAN ALBERTSON

Pour l'Italie :
MASSINO PILOTTI
ANTONIO PENNETTA

Pour le Liban :
J. HARFOUCHE

Pour le Liechtenstein :
PLINIO BOLLA
HANS MORF
A. MARCIONELLI

Pour le Luxembourg :
PIERRE MAJERUS
DE LA FONTAINE

Pour le Maroc :
J. De HAUTECLOCQUE
CL. BENGUIN - BILLECOCQ

Pour Monaco :
M. LOZE

Pour la Norvège :
C. F. SMITH

Pour la Nouvelle Zélande :
HAROLD SAUNDERS

Pour le Pakistan:
A. F. M. K. RAHMAN

Pour les Pays - Bas :
H. C. BODENHAUSEN

Pour la Pologne :

Pour le Portugal :
JULIO DANTAS
JOSE GALHARDC

Pour le Saint - Siège :
LOUIS PICARD
FERNAND VAN GOETHEM
R. VANDEPUTE

Pour la Suède :
STURE PETREN

Pour la Suisse :
PLINIO BOLLA
HANS MORF.
A. MARCIONELLI

Pour la Syrie :
CHATILA

Pour la Tchécoslovaquie :
D. RAKSANY
KAREL PETRZELKA
J. PROCHAZKA

Pour la Tunisie :
J. DE HAUTECLOCQUE
CL. BEGUIN-BILLECOCQ

Pour l'Union Sud-Africaine :
J. CHRISTIE

Pour la Yougoslavie :

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΣ ΒΕΡΝΗΣ

—o—

Δι ά

Τὴν προστασίαν τῶν φιλολογικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων.

Ὑπογραφεῖσα τὴν 9ην Σεπτεμβρίου 1886, συμπληρωθεῖσα ἐν Παρισίοις τὴν 4ην Μαΐου 1896, ἀναθεωρηθεῖσα ἐν Βερολίνῳ τὴν 13ην Νοεμβρίου 1908, συμπληρωθεῖσα ἐν Βέρνῃ τὴν 20ὴν Μαρτίου 1914, ἀναθεωρηθεῖσα ἐν Ρώμῃ τὴν 2αν Ἰουνίου 1928 καὶ ἀναθεωρηθεῖσα ἐν Βρυξέλαις τὴν 26ην Ἰουνίου 1948.

Ἡ Αὐστραλία, ἡ Αὐστρία, τὸ Βέλγιον, ἡ Βραζηλία, ὁ Καναδᾶς, ἡ Δανία, ἡ Ἱσπανία, ἡ Φινλανδία, ἡ Γαλλία, τὸ Ἡνωμένον Βοασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας, ἡ Ἑλλάς, ἡ Οὐγγαρία, αἱ Ἰνδίαι, ἡ Ἰρλανδία, ἡ Ἰσλανδία, ἡ Ἰταλία, ὁ Λίβανος, τὸ Λίχτενστάϊν, τὸ Λουξεμβοῦργον, τὸ Μαρόκον, τὸ Μονακό, ἡ Νορβηγία, ἡ Νέα Ζηλανδία, τὸ Πακιστάν, ἡ Ὁλλανδία, ἡ Πολωνία, ἡ Πορτογαλία, ἡ Σουηδία, ἡ Ἑλβετία, ἡ Συρία, ἡ Τσεχοσλοβακία, ἡ Τύνις, ἡ Νοτιο – Ἀφρικανικὴ Ἕνωσις, ἡ Πόλις τοῦ Βατικανοῦ καὶ ἡ Γιουγκοσλαβία.

Ἐμπνεόμεναι ἐξ ἴσου ὑπὸ τῆς ἐπιθυμίας νὰ προασπίσωσι κατὰ τὸν ἀποτελεσματικώτερον καὶ ὁμοιομορφώτερον δυνατὸν τρόπον τὰ δικαιώματα τῶν συγγραφέων ἐπὶ τῶν φιλολογικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων των.

Ἀπεφάσισαν νὰ ἀναθεωρήσωσι καὶ συμπληρώσωσι τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Βέρνῃ τὴν 9ην Σεπτεμβρίου 1886 σύμβασιν, συμπληρωθεῖσαν ἐν παρισίοις τὴν 4ην Μαΐου 1896, ἀναθεωρηθεῖσαν ἐν Βερολίνῳ τὴν 13ην Νοεμβρίου 1908, συμπληρωθεῖσαν ἐν Βέρνῃ τὴν 20ὴν Μαρτίου 1914 καὶ ἀναθεωρηθεῖσαν ἐν Ρώμῃ τὴν 2αν Ἰουνίου 1928.

Συνεπῶς, οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι, κατόπιν τῆς παρουσιάσεως τῶν πληρεξουσίων των, τὰ ὁποῖα εὑρέθησαν ἐν τάξει, ἀπεφάσισαν τὰ ἑξῆς :

Ἄρθρον 1.

Αἱ Χῶραι ἐφ' ὧν ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβκσις συνιστοῦν Ἕνωσιν διὰ τὴν προστασίαν τῶν δικαιωμάτων τῶν συγγραφέων ἐπὶ τῶν φιλολογικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων των.

Ἄρθρον 2.

(1) Ὁ ὅρος «φιλολογικὰ καὶ καλλιτεχνικὰ ἔργα» περιλαμβάνει πᾶν προϊὸν φιλολογικόν, ἐπιστημονικὸν καὶ καλλιτεχνικὸν ὑφ' οἱονδήποτε τύπον καὶ μορφὴν ἂν παρουσιάζεται ὡς βιβλία, φυλλάδια καὶ ἄλλα δημοσιεύματα, διαλέξεις, ὁμιλίαι, κηρύγματα καὶ ἄλλα ἔργα παρομοίας φύσεως· δραματικὰ ἢ δραματικο–μουσικὰ ἔργα, χορογραφικὰ ἔργα καὶ παντομίμαι, τῶν ὁποίων ἡ σκηνοθεσία ὁρίζεται γραπτῶς ἢ ἄλλως πως, μουσικαὶ συνθέσεις μετὰ ἢ ἄνευ λέξεων· κινηματογραφικὰ ἔργα ὡς καὶ τὰ παραγόμενα διὰ τρόπον παραπλήσιον πρὸς τὴν κινηματογραφίαν, ἔργα ἰχνογραφίας, ζωγραφικῆς, ἀρχιτεκτονικῆς, γλυπτικῆς, χαρακτηκτικῆς καὶ λιθογραφίας, φωτογραφικὰ ἔργα ὡς καὶ τὰ παραγόμενα διὰ τρόπον παραπλήσιον πρὸς τὴν φωτογραφίαν, ἔργα ἐφημρομσμένων τεχνῶν, εἰκονογραφίαι, γεωγραφικοὶ χάρται, σχέδια, γράμματα, ἰχνογραφήματα καὶ παραστατικὰ ἔργα, σχετικὰ πρὸς τὴν γεωγραφίαν, τυπογραφίαν, ἀρχιτεκτονικὴν ἢ τὰς ἐπιστήμας.

(2) Προστατεύονται ὡς πρωτότυπα ἔργα, χωρὶς ἐκ τούτου νὰ θίγωνται τὰ δικαιώματα τοῦ συγγραφέως τοῦ πρωτοτύπου ἔργου, αἱ μεταφράσεις, διασκευαί, μουσικαὶ διασκευαὶ καὶ ἄλλαι τροποποιήσεις φιλολογικοῦ ἢ καλλιτεχνικοῦ ἔργου. Πάντως ἐπιφυλάσσεται εἰς τὰς νομοθεσίας τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως νὰ καθωρίσωσι τὰ τῆς παρασχεθησομένης προστασίας εἰς τὰς μεταφράσεις ἐπισήμων κειμένων, νομοθετικῆς, διοικητικῆς καὶ δικαστικῆς φύσεως.

(3) Συλλογαὶ φιλολογικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων, ὡς ἐγκυκλοπαιδε αι καὶ ἀνθολογίαι, αἱ ὁποῖαι, λόγῳ τῆς ἐκλογῆς ἢ διατάξεως τῆς ὕλης των ἀποτελοῦν πνευματικὰς δημ ουργίας, προστατεύονται ὡς τοιαῦται, ἄνευ ζημίας τῶν δικαιωμάτων τῶν συγγραφέων ἐπὶ ἑκάστου τῶν ἔργων, τῶν περιλαμβανομένων εἰς τὰς συλλογὰς ταύτας.

(4) Τὰ ἀνωτέρω ἀναφερόμενα ἔργα προστατεύονται εἰς ὅλας τὰς χώρας τῆς Ἑνώσεως. Ἡ προστασία αὕτη παρέχεται ὑπὲρ τοῦ συγγραφέως καὶ τῶν ἐξ αὐτοῦ ἐλκόντων τὰ δικαιώματα.

(5) Ἐπιφυλάσσεται εἰς τὰς νομοθεσίας τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως νὰ κανονίσωσι τὴν ἔκτασιν ἐφαρμογῆς τῶν νόμων τῶν ἀφορώντων ἔργα ἐφημρομσμένων τεχνῶν καὶ βιομηχανικὰ σχέδ.α καὶ πρότυπα ὡς καὶ τοὺς ὅρους προστασίας τῶν εἰρημένων ἔργων, σχεδίων καὶ προτύπων. Ἔργα προστατευόμενα ἐν τῇ χώρᾳ τῆς καταγωγῆς των ἀποκλειστικῶς ὡς σχέδια ἢ πρότυπα δὲν θὰ τυγχάνουν εἰς τὰς ἄλλας χώρας τῆς Ἑνώσεως εἰμὴ τῆς πραστασίας τῆς παρεχομένης ἐν ταῖς χώραις ταύταις εἰς τὰ σχέδια καὶ πρότυπα.

Ἄρθρον 23

(1) Ἐναπόκειται εἰς τὰς νομοθεσίας τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως νὰ ἐξαιρέσωσιν, ἐν μέρει ἢ ἐν ὅλῳ, τῆς ὑπὸ τοῦ προηγουμένου ἄρθρου παρεχομένης προστασίας, τοὺς ἐκφωνουμένους πολιτικοὺς λόγους ὡς καὶ ἀγορεύσεις σχετικὰς πρὸς δικαστικὰς ὑποθέσεις.

(2) Ὡσαύτως αἱ νομοθεσίαι τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως θὰ καθορίσωσι τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους διαλέξεις, ὁμιλίαι, κηρύγματα καὶ ἄλλα ἔργα τῆς αὐτῆς φύσεως θὰ δύνανται νὰ ἀναδημοσιευθῶσιν ὑπὸ τοῦ τύπου. Οὐχ' ἧττον ὁ συγγραφεὺς, μόνος θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ συγκεντρώνῃ εἰς συλλογὴν τα ρηθέντα ἔργα.

Ἄρθρον 3.

(κατηργήθη)

Ἄρθρον 4.

(1) Οἱ συγγραφεῖς, ὑπήκοοι μιᾶς τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως ἀπαλαύουσιν εἰς τὰ λοιπὰ Κράτη τόσον διὰ τὰ ἀνέκδοτα δσον καὶ διὰ τὰ τὸ πρῶτον ἐν τινι τῶν Κρατῶν τῆς Ἑνώσεως δημοσιευόμενα ἔργα των, τῶν δικαιωμάτων τὰ ὁποῖα οἱ σχετικο. νόμοι παρέχωσιν ἤδη ἢ θὰ παρέχωσι μεταγενεστέρως εἰς τοὺς ὑπηκόους ἑκάστης χώρας, ὡς καὶ τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰδικῶς παρεχομένων δ.καιωμάτων.

(2) Ἡ ἀπόλαυσις καὶ ἄσκησις τῶν δικαιωμάτων τούτων εἰς οὐδεμίαν ὑπόκεινται διατύπωσιν· ἡ ἀπόλαυσις καὶ ἄσκησις εἶναι ἀνεξάρτητοι τῆς ἐν τῇ χώρᾳ καταγωγῆς τοῦ ἔργου ὑφισταμένης προστασίας. Ἑπομένως ἐκτὸς τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ ἔκτασις τῆς προστασίας, ὡς καὶ τὰ παρεχόμενα εἰς τὸν συγγραφέα εἰδικὰ μέσα διὰ τὴν προάσπισιν τῶν δικαιωμάτων του διέπονται ἀποκλε στικῶς ὑπὸ τῶν Νόμων τῆς χώρας ἐν ᾗ ζητεῖται ἡ προστκσία.

3. Θεωρεῖται ὡς Χώρα καταγωγῆς τοῦ ἔργου : διὰ τὰ δημοσιευθέντα ἔργα, ἡ Χώρα τῆς πρώτης δημοσιεύσεως, ἔστω καὶ ἂν πρόκειται περὶ ἔργων δημοσιευθέντων ταὐτοχρόνως εἰς πολλὰς Χώρας τῆς Ἑνώσεως αἱ ὁποῖαι ἀναγνωρίζουν τὴν αὐτὴν διάρκειαν προστασίας· ἐὰν πρόκειται περὶ ἔργων δημοσιευθέντων ταὐτοχρόνως εἰς πολλὰς χώρας τῆς Ἑνώσεως αἱ ὁποῖαι ἔχουν θεσπίσει προστασίας διαφόρου διαρκείας, ἡ χώρα τῆς ὁποίας ἡ νομοθεσία παρέχει τὴν μικροτέραν διάρκειαν προστασίας· δι' ἔργα δημοσιευθέντα ταὐτοχρόνως εἰς Χώραν τινὰ μὴ μετέχουσαν τῆς Ἑνώσεως καὶ εἰς Χώραν μέλος τῆς Ἑνώσεως, ἡ τελευταῖα αὕτη θεωρεῖται ἡ ἀποκλειστικὴ χώρα καταγωγῆς.

Θεωρεῖται ὡς ταὐτοχρόνως δημοσιευθὲν εἰς πολλὰς Χώρας , πᾶν ἔργον τὸ ὁποῖον ἐδημοσιεύθη εἰς δύο ἢ περισσοτέρας χώρας ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς πρώτης ἐκδόσεώς του.

(4) Διὰ τοῦ ὅρου «δημοσιευθέντα ἔργα» ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τῶν ἄρθρων 4, 5 καὶ 6, νοοῦνται τὰ ἐκδοθέντα ἔργα, τῶν ὁποίων ἀντίτυπα ἐτέθησαν εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ κοινοῦ εἰς ἐπαρκεῖς ποσότητας, οἱοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ τρόπος κατασκευῆς τῶν ἀντιτύπων. Δὲν ἀποτελοῦν δημοσίευσιν ἡ παράστασις δραματικοῦ, δραματικο—μουσικοῦ ἢ κινηματογραφικοῦ ἔργου, ἡ ἐκτέλεσις μουσικοῦ ἔργου, ἡ δημοσία ἀπαγγελία φιλολογικοῦ ἔργου, ἡ μετάδοσις ἢ ραδιοφώνησις τῶν φιλολογικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων, ἡ ἔκθεσις ἔργου τέχνης καὶ ἡ κατασκευὴ ἀρχιτεκτονικοῦ ἔργου.

(5) Θεωρεῖται ὡς Χώρα καταγωγῆς, διὰ τὰ μὴ δημοσιευθέντα ἔργα, ἐκείνη εἰς τὴν ὁποίαν ἀνήκει ὁ συγγραφεύς. Πάντως, θεωρεῖται ὡς Χώρα καταγωγῆς τῶν ἀρχιτεκτονικῶν ἔργων ἢ τῶν τοιούτων γραφικῶν καὶ πλαστικῶν τεχνῶν ἀποτελούντων ἓν μετὰ τοῦ ἀκινήτου, ἡ Χώρα τῆς Ἑνώσεως ἐν τῇ ὁποίᾳ τὰ ἔργα ταῦτα ἀνηγέρθησαν ἢ ἐνεσωματώθησαν εἰς οἰκοδομήν τινα.

Ἄρθρον 5.

Οἱ ὑπήκοοι μιᾶς τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως οἱ ὁποῖοι δημοσιεύουν κατὰ πρῶτον τὰ ἔργα των εἰς ἑτέραν χώραν τῆς Ἑνώσεως ἔχουν ἐν τῇ τελευταίᾳ ταύτῃ χώρᾳ τὰ αὐτὰ δικαιώματα ὡς καὶ οἱ ὑπήκοοι αὐτῆς συγγραφεῖς.

Ἄρθρον 6.

(1) Συγγραφεῖς μὴ ὑπήκοοι μιᾶς τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, δημοσιεύοντες κατὰ πρῶτον τὸ ἔργον των εἰς μίαν τῶν χωρῶν τούτων, ἀπολαύουν εἰς τὴν χώραν ταύτην τῶν αὐτῶν δικαιωμάτων ὧν καὶ οἱ ὑπήκοοι τούτων, εἰς δὲ τὰς ἑτέρας χώρας τῆς Ἑνώσεως τῶν διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως παρεχομένων δικαιωμάτων.

(2) Ἐν τούτοις, ἐὰν Χώρα τις μὴ μετέχουσα τῆς Ἑνώσεως δὲν προστατεύῃ ἐπαρκῶς τὰ ἔργα συγγραφέων ὑπηκόων χώρας τῆς Ἑνώσεως, ἡ τελευταία αὕτη χώρα θὰ δύναται νὰ περιορίσῃ τὴν προστασίαν τῶν ἔργων τῶν ὁποίων οἱ συγγραφεῖς εἶναι, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς πρώτης δημοσιεύσεως τῶν ἐν λόγῳ ἔργων, ὑπήκοοι τῆς ἑτέρας χώρας καὶ δὲν ἔχουν τὴν κατοικίαν των ἐν μιᾷ τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως. Ἐὰν ἡ χώρα τῆς πρώτης δημοσιεύσεως κάμῃ χρῆσιν τοῦ δικαιώματος τούτου, αἱ ἄλλαι χῶραι τῆς Ἑνώσεως δὲν θὰ ὑποχρεοῦνται νὰ παράσχωσιν εἰς τὰ οὕτως ὑποκείμενα εἰς εἰδικὴν μεταχείρισιν ἔργα εὐρυτέραν προστασίαν ἐκείνης ἡ ὁποία τοῖς παρεσχέθη ἐν τῇ χώρᾳ τῆς πρώτης δημοσιεύσεώς των.

(3) Οὐδεὶς περιορισμὸς τιθέμενος δυνάμει τῆς προηγουμένης παραγράφου δύναται νὰ θίξῃ τὰ δικαιώματα τὰ ὁποῖα συγγραφεύς τις ἔχει τυχὸν ἀποκτήσει σχετικῶς πρὸς ἔργον δημοσιευθὲν ἐν τῇ χώρᾳ τῆς Ἑνώσεως πρὸ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ περιορισμοῦ τούτου.

(4) Αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως αἱ ὁποῖαι, συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον, θὰ περιορίσωσι τὴν προστασίαν τῶν συγγραφικῶν δικαιωμάτων, δέον νὰ γνωστοποιήσωσι τοῦτο εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας δι' ἐγγράφου δηλώσεως ἀναφερούσης τὰς χώρας ἔναντι τῶν ὁποίων περιορίζεται ἡ προστασία, ὡς καὶ τοὺς περιορισμοὺς εἰς τοὺς ὁποίους ὑπόκεινται τὰ δικαιώματα τῶν συγγραφέων ὑπηκόων τῶν χωρῶν τούτων. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας δέον ν' ἀνακοινώσῃ ἀμέσως τὴν δήλωσιν ταύτην εἰς ὅλας τὰς χώρας τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 6β.

(1) Ἀνεξαρτήτως τῶν δικαιωμάτων πνευματικῆς ἰδιοκτησίας τοῦ συγγραφέως, ἀκόμη δὲ καὶ μετὰ τὴν ἐκχώρησιν τῶν εἰρημένων δικαιωμάτων, ὁ συγγραφεὺς διατηρεῖ ἐφ' ὅρου ζωῆς τὸ δικαίωμα νὰ διεκδικήσῃ τὴν πατρότητα τοῦ ἔργου καὶ ν' ἀντιταχθῇ εἰς πᾶσαν παραμόρφωσιν, περικοπὴν ἢ ἄλλην τροποποίησιν τοῦ ἔργου τούτου, ἢ εἰς πᾶσαν ἄλλην ἐνέργειαν ἀναφερομένην εἰς τὸ ἐν λόγῳ ἔργον, ἡ ὁποία θὰ ἔθιγε τὴν τιμὴν ἢ τὴν φήμην του.

(2) Ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως ἐπιτρέπει τοῦτο, τ' ἀναγνωριζόμενα εἰς τὸν συγγραφέα δυνάμει τῆς προηγουμένης παραγράφου δικαιώματα, διατηροῦνται, μετὰ τὸν θάνατόν του, τοὐλάχιστον μέχρις ἐκπνοῆς τῶν δικαιωμάτων πνευματικῆς ἰδιοκτησίας (συγγραφικῶν δικαιωμάτων) ἐνασκοῦνται δὲ ὑπὸ τῶν προσώπων ἢ ἱδρυμάτων τὰ ὁποῖα ἔχουν ἔννομον πρὸς τοῦτο δικαίωμα, συμφώνως πρὸς τὴν εἰρημένην νομοθεσίαν. Ἐναπόκειται εἰς τὰς ἐθνικὰς νομοθεσίας τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως νὰ καθορίσωσι τοὺς ὅρους ἐνασκήσεως τῶν ἐν τῇ παρούσῃ παραγράφῳ προβλεπομένων δικαιωμάτων.

(3) Τὰ ἐνδικα μέσα προστασίας τῶν ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἀναγνωριζομένων δικαιωμάτων κανονίζονται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῆς χώρας ἐν τῇ ὁποίᾳ ζητεῖται ἡ προστασία.

Ἄρθρον 7.

(1) Ἡ ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως παρεχομένη προστασία ἐκτείνεται κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ζωῆς τοῦ συγγραφέως καὶ πεντήκοντα ἔτη μετὰ τὸν θάνατόν του.

(2) Πάντως, ἐν ᾗ περιπτώσει μία ἢ περισσότεραι χῶραι τῆς Ἑνώσεως ἤθελον παράσχῃ μεγαλυτέραν διάρκειαν τῆς προβλεπομένης ἐν τῇ παραγραφῳ 1, ἡ διάρκεια θὰ προσδιορίζηται ὑπὸ τοῦ νόμου τῆς χώρας ἐν τῇ ὁποίᾳ ζητεῖται ἡ προστασία, μὴ δυναμένη ὅμως νὰ ὑπερβῇ τὴν ὁριζομένην ἐν τῇ Χώρᾳ καταγωγῆς τοῦ ἔργου διάρκειαν.

(3) Διὰ τὰ κινηματογραφικὰ καὶ φωτογραφικὰ ἔργα, ὡς καὶ διὰ τὰ παραγόμενα διὰ τρόπου παραπλησίου πρὸς τὴν κινηματογραφίαν ἢ τὴν φωτογραφίαν καὶ διὰ τὰ ἔργα ἐφηρμοσμένων τεχνῶν, ἡ διάρκεια προστασίας κανονίζεται ὑπο τοῦ Νόμου τῆς χώρας ἐν τῇ ὁποίᾳ ζητεῖται ἡ προστασία, χωρὶς πάντως νὰ δύναται νὰ ὑπερβῇ τὴν ὁριζομένην ἐν τῇ χώρᾳ καταγωγῆς τοῦ ἔργου διάρκειαν.

(4) Διὰ τὰ ἀνώνυμα ἢ ὑπὸ ψευδώνυμον ἔργα, ἡ διάρκεια προστασίας ὁρίζεται εἰς πεντήκοντα ἔτη ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς των. Πάντως ὅταν τὸ χρησιμοποιούμενον ὑπὸ τοῦ συγγραφέως ψευδώνυμον οὐδεμίαν ἀμφιβολίαν ἀφίνει περὶ τῆς ταυτότητός του, ἡ διάρκεια προστασίας εἶναι ἡ προβλεπομένη ἐν τῇ 1ῃ παραγράφῳ. Ἐὰν ὁ συγγραφεὺς ἀνωνύμου ἢ ὑπὸ ψευδώνυμον ἔργου ἀποκαλύψῃ τὴν ταυτότητά του κατὰ τὴν προαναφερομένην περίοδον, ἡ ἐφαρμοζομένη διάρκεια προστασίας εἶναι ἡ ἐν τῇ 1ῃ παραγράφῳ προβλεπομένη.

(5) Διὰ τὰ ἐκδιδόμενα ἅπαντα μετὰ θάνατον ἔργα, τὰ μὴ περιλαμβανόμενα εἰς τὰς κατηγορίας ἔργων περὶ ὧν γίνεται λόγος εἰς τὰς παραγράφους 3 καὶ 4, ἡ διάρκεια τῆς προστασίας ὑπὲρ τῶν κληρονόμων καὶ ἄλλων ἐλκόντων δικαιώματα ἐκ τοῦ συγγραφέως, λήγει μετὰ πεντήκοντα ἔτη ἀπὸ τοῦ θανάτου τοῦ συγγραφέως.

(6) Ἡ μετὰ τὸν θάνατον τοῦ συγγραφέως διάρκεια προστασίας καὶ προβλεπόμεναι εἰς τὰς ὡς ἄνω παραγράφους 3, 4 καὶ 5 προθεσμίαι ἄρχονται ἀπὸ τῆς ἡμέρας τοῦ θανάτου ἢ τῆς δημοσιεύσεως, ἡ διάρκεια ὅμως τῶν προθεσμιῶν τούτων δὲν ὑπολογίζεται εἰμὴ ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου τοῦ ἑπομένου ἔτους ἀπὸ τοῦ προκαλέσαντος ταύτας γεγονότος.

Ἄρθρον 7β

Ἡ διάρκεια τῶν δικαιωμάτων πνευματικῆς ἰδιοκτησίας ἀνηκόντων ἀπὸ κοινοῦ εἰς τοὺς συνεργασθέντας δι' ἔργον τι, ὑπολογίζεται ἀπὸ τῆς ἡμέρας τοῦ θανάτου τοῦ τελευταίου ἐπιζῶντος τῶν συνεργατῶν.

Ἄρθρον 8.

Οἱ προστατευόμενοι ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως συγγραφεῖς φιλολογικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων, θὰ ἔχωσι τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ μεταφράζωσιν ἢ νὰ ἐπιτρέπωσι τὴν μετάφρασιν τῶν ἔργων του, καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῶν δικαιωμάτων των ἐπὶ τῶν πρωτοτύπων ἔργων.

Ἄρθρον 9.

(1) Ἐπιφυλλίδες, διηγήματα ὡς καὶ οἱαδήποτε ἄλλα ἔργα, εἴτε φιλολογικά, εἴτε ἐπιστημονικά, εἴτε καλλιτεχνικά, οἱουδήποτε εἴδους, δημοσιευόμενα εἰς ἐφημερίδας ἢ περιοδικὰ μιᾶς τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, δὲν δύνανται ν' ἀναδημοσιευθοῦν εἰς τὰς ἄλλας χώρας ἄνευ τῆς συγκαταθέσεως τῶν συγγραφέων.

2. Ἄρθρα ἐπὶ ἐπικαίρων οἰκονομικῶν, πολιτικῶν ἢ θρησκευτικῶν θεμάτων, δύνανται ν' ἀναδημοσιευθῶσιν ὑπὸ τοῦ τύπου, ἐφ' ὅσον ἡ ἀναδημοσίευσις αὐτῶν δεσμεύεται διὰ ρητῆς ἐπιφυλάξεως. Πάντως, ἡ πηγὴ τῆς προελεύσεώς των δέον νὰ ἀναφέρηται πάντοτε σαφῶς· αἱ κυρώσεις ἐκ τῆς παραβάσεως τῆς ὑποχρεώσεως ταύτης καθορίζονται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῆς χώρας ἐν τῇ ὁποίᾳ ζητεῖται ἡ πρστασία.

(3) Ἡ προστασία τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἐφαρμόζεται προκειμένου περὶ τῶν νέων τῆς ἡμέρας ἢ τῶν δια-

φόρων γεγονότων, τῶν ἐχόντων χαρακτῆρα ἁπλῆς εἰδησεογραφίας.

Ἄρθρον 10.

(1) Εἰς ὅλας τὰς Χώρας τῆς Ἑνώσεως ἐπιτρέπεται ἡ συνοπτικὴ παράθεσις ἄρθρων ἐφημερίδων καὶ περιοδικῶν ἔστω καὶ ὑπὸ μορφὴν ἐπισκοπήσεως τοῦ τύπου.

(2) Τὸ δικαίωμα δημοσιεύσεως ἐρανισμάτων ἐκ φιλολογικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων εἰς ἔντυπα ἐκπαιδευτικοῦ ἢ ἐπιστημονικοῦ χαρακτῆρος ἢ εἰς χρηστομαθείας, ἐφ' ὅσον ἡ τοιαύτη δημοσίευσις δικαιολογεῖται ἀπὸ τὸν ἐπιδιωκόμενον σκοπόν, θὰ ρυθμίζηται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως ὡς καὶ τῶν ὑφισταμένων ἢ συνομολογηθησομένων μεταξὺ αὐτῶν εἰδικῶν συμφωνιῶν.

(3) Αἱ παρενθέσεις καὶ ἐρανίσματα, θὰ μνημονεύσωσι τὴν πηγὴν προελεύσεως καὶ τὸ ὄνομα τοῦ συγγραφέως, ἐὰν τὸ ὄνομα ἀναφέρηται ἐν τῇ πηγῇ προελεύσεως.

Ἄρθρον 10β

Ἐπιφυλάσσεται εἰς τὰς νομοθεσίας τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως νὰ ὁρίζωσι τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους θὰ διέπηται ἡ φωνογράφησις, ἀναπαραγωγὴ καὶ δημοσία μετάδοσις βραχέων ἀποσπασμάτων φιλολογικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων, ἐπ' εὐκαιρίᾳ ἐκθέσεως γεγονότων ἐπικαιρότητος διὰ τῆς φωτογραφίας, κινηματογραφίας ἢ ραδιοφωνίας.

Ἄρθρον 11.

(1) Οἱ συγγραφεῖς δραματικῶν, δραματικο-μουσικῶν καὶ μουσικῶν ἔργων ἔχουσι τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ ἐπιτρέπωσιν : 1) τὴν δημοσίαν παράστασιν καὶ ἐκτέλεσιν τῶν ἔργων των, 2) τὴν δι' οἱουδήποτε μέσου δημοσίᾳ μετάδοσιν τῆς παραστάσεως καὶ ἐκτελέσεως τῶν ἔργων των. Ἐν πάσῃ περιπτώσει, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 11β καὶ 13.

(2) Τὰ αὐτὰ δικαιώματα παρέχονται εἰς τοὺς συγγραφεῖς δραματικῶν, δραματικο—μουσικῶν ἔργων καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῶν δεκαιωμάτων των ἐπὶ τοῦ πρωτοτύπου ἔργου, σχετικῶς πρὸς τὴν μετάφρασιν τῶν ἔργων των.

(3) Οἱ συγγραφεῖς δὲν ὑποχρεοῦνται, κατὰ τὴν δημοσίευσιν τῶν ἔργων των, νὰ ἀπαγορεύσωσι τὴν δημοσίᾳ παράντασιν ἢ ἐκτέλεσιν αὐτῶν διὰ νὰ τύχωσι τῆς προστασίας τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 11β

(1) Οἱ συγγραφεῖς φιλολογικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων ἔχουσι τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ ἐπιτρέπωσιν : Ι) τὴν ραδιοφώνησιν τῶν ἔργων των ἢ τὴν δημοσίᾳ μετάδοσιν τῶν ἔργων τούτων δι' οἱουδήποτε ἄλλου μέσου ἀσυρμάτου ἐκπομπῆς σημάτων, ἤχων ἢ εἰκόνων, ΙΙ) πᾶσαν μετάδοσιν εἰς τὸ κοινόν, διὰ τοῦ ἀσυρμάτου ἢ μή, τοῦ ραδιοφωνουμένου ἔργου, ὅταν ἡ μετάδοσις αὕτη γίνεται ὑπὸ ἑτέρου ἢ τοῦ ἀρχικοῦ ὀργασισμοῦ, ΙΙΙ) τὴν μετάδοσιν τοῦ ραδιοφωνουμένου ἔργου εἰς τὸ κοινόν, διὰ μεγαφώνου ἢ οἱουδήποτε ἄλλου παρομοίου ὀργάνου μεταδίδοντος σήματα, ἤχους ἢ εἰκόνας.

(2) Αἱ νομοθεσίαι τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως εἶναι ἁρμόδιοι νὰ κανονίσωσι τοὺς ὅρους ἐνασκήσεως τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ 1η παραγράφῳ ἀναφερομένων δικαιωμάτων, ἀλλ' οἱ ὅροι οὗτοι θὰ ἐφαρμόζωνται ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν Χώραν ἡ ὁποία τοὺς ἐθέσπισεν. Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ δύνανται νὰ θίξωσι τὸ ἠθικὸν δικαίωμα τοῦ συγγραφέως, οὔτε καὶ τὸ δικαίωμά του νὰ λάβῃ ἀνάλογον ἀμοιβήν, ἡ ὁποία, ἐλλείψει φιλικῆς συμφωνίας, θὰ ὁρίζηται ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς.

(3) Ἐκτὸς ἀντιθέτου συμφωνίας, ἄδεια διδομένη συμφώνως τῇ πρώτῃ παραγράφῳ τοῦ παρόντος ἄρθρου, δὲν συνεπάγεται τοιαύτην πρὸς ἐγγραφὴν δι' ὀργάνων ἀποτυπούντων ἤχους ἢ εἰκόνας, τοῦ ραδιοφωνουμένου ἔργου. Πάντως, αἱ νομοθεσίαι τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως εἶναι ἁρμόδιαι νὰ κανονίσωσι τὰ τῶν προσκαίρων φωνογραφήσεων, τῶν γενομένων ὑπὸ ραδιοφωνικοῦ ὀργανισμοῦ διὰ τῶν ἰδίων αὐτοῦ μέσων καὶ διὰ τὰς ἰδίας αὐτοῦ ἐκπομπάς. Αἱ νομοθεσίαι αὗται θὰ δύνανται νὰ ἐπιτρέψωσι τὴν διατήρησιν τῶν τοιούτων φωνογραφήσεων εἰς τὰ ἐπίσημα ἀρχεῖα, λόγῳ ἐξαιρετικοῦ ἐνδιαφέροντος αὐτῶν.

Ἄρθρον 11γ

Οἱ συγγραφεῖς φιλολογικῶν ἔργων ἔχουσι τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ ἐπιτρέπωσι τὴν δημοσίᾳ ἀπαγγελίαν τῶν ἔργων αὐτῶν.

Ἄρθρον 12.

Οἱ συγγραφεῖς φιλολογικῶν, ἐπιστημονικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων ἔχουσι τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ ἐπιτρέπωσι τὰς διασκευάς, τροποποιήσεις καὶ ἄλλας μεταλλαγὰς τῶν ἔργων αὐτῶν.

Ἄρθρον 13.

(1). Οἱ συνθέται μουσικῶν ἔργων ἔχουσι τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ ἐπιτρέπωσι : Ι) τὴν φωνογράφησιν τῶν ἔργων τούτων δι' ὀργάνων δυναμένων νὰ τὰ ἀναπαραγάγωσι μηχανικῶς, ΙΙ) τὴν δημοσίᾳ ἐκτέλεσιν διὰ τῶν ἐν λόγῳ ὀργάνων τῶν οὕτω φωνογραφηθέντων ἔργων.

(2). Ἐπιφυλάξεις καὶ ὅροι ὅσον ἀφορᾷ τὰ δικαιώματα τ' ἀναφερόμενα ἐν τῇ προηγουμένῃ 1ῃ παραγράφῳ, δύνανται νὰ καθορισθῶσι διὰ τῆς νομοθεσίας ἑκάστης χώρας τῆς Ἑνώσεως καθόσον ἀφορᾷ ταύτην, ἐπιφυλάξεις ὅμως καὶ ὅροι τοιαύτης φύσεως δὲν θὰ ἐφαρμόζωνται εἰμὴ ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον εἰς τὰς χώρας αἱ ὁποῖαι τοὺς ἐθέσπισαν, ἐν οὐδεμιᾷ δὲ περιπτώσει θὰ δύνανται νὰ θίξωσι τὸ δικαίωμα τοῦ συνθέτου νὰ λάβῃ ἀνάλογον ἀμοιβὴν ὁριζομένην, ἐλλείψει φιλικῆς συμφωνίας, ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς.

(3). Αἱ διατάξεις τῆς 1ης παραγράφου τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἔχουν ἀναδρομικὴν ἰσχὺν καὶ συνεπῶς δὲν ἐφαρμόζονται ἐν χώρᾳ τινὶ τῆς Ἑνώσεως διὰ τὰ ἔργα τὰ ὁποῖα ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ, θὰ ἔχωσι νομίμως ἀποτυπωθῆ ἐπὶ μηχανικῶν ὀργάνων πρὶν ἢ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ ἡ ἐν Βερολίνῳ ὑπογραφεῖσα τὴν 13ην Νοεμβρίου 1908 Σύμβασις, προκειμένου δὲ περὶ χώρας ἡ ὁποία προσεχώρησεν ἔκτοτε ἢ θὰ προσεχώρει εἰς τὸ μέλλον εἰς τὴν Ἕνωσιν, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς προσχωρήσεώς της.

(4). Φωνογραφήσεις γενόμεναι δυνάμει τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ εἰσαγόμεναι, ἄνευ ἀδείας τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν, εἰς χώραν ὅπου δὲν εἶναι νόμιμος, ὑπόκεινται εἰς κατέσχεσιν.

Ἄρθρον 14.

(1). Οἱ συγγραφεῖς φιλολογικῶν, ἐπιστημονικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων ἔχουσι τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ ἐπιτρέπωσιν : Ι) τὴν κινηματογραφικὴν διασκευὴν καὶ ἀναπαραγωγὴν τῶν ἔργων τούτων, ὡς καὶ τὴν κυκλοφορίαν τῶν οὕτω διασκευασθέντων ἢ ἀναπαραχθέντων ἔργων, ΙΙ) τὴν δημοσίᾳ παράστασιν καὶ ἐκτέλεσιν τῶν οὕτω διασκευασθέντων ἢ ἀναπαραχθέντων ἔργων.

(2). Σὺν τῇ ἐπιφυλάξει τῶν δικαιωμάτων τοῦ συγγραφέως τοῦ διασκευασθέντος ἢ ἀναπαραχθέντος ἔργου, τὸ κινηματογραφικὸν ἔργον προστατεύεται ὡς πρωτότυπον ἔργον.

(3). Ἡ διασκευὴ ὑπὸ οἱανδήποτε ἄλλην καλλιτεχνικὴν μορφὴν κινηματογραφικῶν παραγωγῶν ἐξαχθεισῶν ἐκ φιλολογικῶν, ἐπιστημονικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων ὑπόκεινται, σὺν τῇ ἐπιφυλάξει τοῦ δικαιώματος τῶν συγγραφέων των, εἰς τὴν ἄδειαν τοῦ συγγραφέως τοῦ πρωτοτύπου ἔργου.

(4). Αἱ κινηματογραφικαὶ διασκευαὶ φιλολογικῶν, ἐπιστημονικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων δὲν ὑπόκεινται εἰς τὰς ἐπιφυλάξεις καὶ ὅρους τοῦ ἄρθρου 13, παράγραφος 2.

(5). Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζονται προκειμένου περὶ ἀναπαραγωγῆς ἢ παραγωγῆς πραγματοποιουμένης δι' οἱουδήποτε ἄλλου παρεμφεροῦς πρὸς τὴν κινηματογραφίαν τρόπου.

Ἄρθρον 14β.

(1) Ὁ συγγραφεὺς—ἢ μετὰ τὸν θάνατόν του, τὰ πρόσωπα ἢ ἱδρύματα τὰ ὁποῖα ἔχουν νόμιμον δικαίωμα συμφώνως πρὸς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν—θὰ ἔχῃ, σχετικῶς πρὸς

ἀ πρωτότυπα ἔργα τέχνης καὶ πρωτότυπα χειρόγραφα συγγραφέων καὶ συνθετῶν, τὸ ἀναπαλλοτρίωτον δικαίωμα νὰ ἐνδιαφέρηται διὰ πᾶσαν πώλησιν τοῦ ἔργου, ἡ ὁποία θὰ λάβῃ χώραν μετὰ τὴν πρώτην ἐκχώρησιν τούτου ὑπὸ τοῦ συγγραφέως.

(2) Ἡ προβλεπομένη ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ προστασία δὲν δύναται νὰ ζητηθῇ ἐν ἑκάστῃ χώρᾳ τῆς Ἑνώσεως εἰμή. ἐφόσον ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία τοῦ συγγραφέως δέχεται τὴν τοιαύτην προστασίαν καὶ ἐν ᾧ μέτρῳ ἐπιτρέπει τοῦτο ἡ νομοθεσία τῆς χώρας ἐν τῇ ὁποίᾳ ζητεῖται ἡ προστασία αὕτη.

(3) Ἡ διαδικασία καὶ τὰ ποσοστὰ τῆς εἰσπράξεως καθορίζονται ὑπὸ ἑκάστης ἐθνικῆς νομοθεσίας.

Ἄρθρον 15.

(1) Οἱ συγγραφεῖς τῶν προστατευομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως φιλολογικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων ἵνα, θεωροῦνται, μέχρις ἀποδείξεως τοῦ ἐναντίου, ὡς τοιοῦτοι καὶ ἔχουσι τὸ δικαίωμα ν' ἀσκῶσι δίωξιν ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως κατὰ τῶν λογοκλόπων, ἀρκεῖ τὸ ὄνομά των ν' ἀναγράφηται ἐπὶ τοῦ ἔργου κατὰ τὸν συνήθη τρόπον. Ἡ παροῦσα παράγραφος ἐφαρμόζεται ἔστω καὶ ἐὰν τὸ ὄνομα τοῦτο εἶναι ψευδώνυμον, ἐφόσον τὸ χρησιμοποιηθὲν ὑπὸ τοῦ συγγραφέως ψευδώνυμον οὐδεμίαν ἀμφιβολίαν ἀφίνει περὶ τῆς ταυτότητός του.

(2) Προκειμένου περὶ ἀνωνύμων καὶ ὑπὸ ψευδώνυμον ἔργων, πλὴν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον, ὁ ἐκδότης, τοῦ ὁποίου τὸ ὄνομα ἀναγράφεται ἐπὶ τοῦ ἔργου, θεωρεῖται, ἄνευ ἑτέρας ἀποδείξεως ὡς ἀντιπροσωπεύων τὸν συγγραφέα· ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην δικαιοῦται νὰ προασπίζῃ καὶ ἐνασκῇ τὰ δικαιώματα τούτου. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης παραγράφου παύουν ἀπὸ τοῦ νὰ ἔχωσιν ἐφαρμογὴν ὅταν ὁ συγγραφεὺς ἀποκαλύψῃ τὴν ταυτότητά του ὡς συγγραφέως τοῦ ἔργου.

Ἄρθρον 16.

(1) Πᾶν ἔργον παραβιάζον τὰ δικαιώματα πνευματικῆς ἰδιοκτησίας δύναται νὰ κατασχεθῇ ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, ἐν τῇ ὁποίᾳ τὸ πρωτότυπον ἔργον δικαιοῦνται νομίμου προστασίας.

(2) Εἰς τὰς χώρας ταύτας, δύνανται ὡσαύτως νὰ κατασχεθῶσιν ἀναπαραγωγαὶ προερχόμεναι ἐκ χώρας ἐν τῇ ὁποίᾳ τὸ ἔργον δὲν προστατεύεται ἢ ἔπαυσε νὰ προστατεύηται.

(3) Ἡ κατάσχεσις λαμβάνει χώραν συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν ἑκάστης χώρας.

Ἄρθρον 17.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως δὲν δύνανται καθ' οἱονδήποτε τρόπον νὰ ἐπηρεάσωσι τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεως ἑκάστης χώρας τῆς Ἑνώσεως νὰ ἐπιτρέπῃ, νὰ ἐλέγχῃ ἢ νὰ ἀπαγορεύσῃ, διὰ νομοθετικῶν ἢ ἀστυνομικῶν μέτρων τὴν κυκλοφορίαν, παράστασιν ἢ ἔκθεσιν οἱουδήποτε ἔργου ἢ παραγωγῆς, ἐπὶ τῶν ὁποίων ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ θὰ ἐθεώρει ἀναγκαῖον ν' ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα τοῦτο.

Ἄρθρον 18.

(1). Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται εἰς ὅλα τὰ ἔργα τὰ ὁποῖα, καθ' ἣν στιγμὴν αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ, δὲν περιῆλθον ἀκόμη εἰς κοινὴν χρῆσιν εἰς τὴν Χώραν καταγωγῆς των λόγῳ ἐκπνοῆς τῆς χρονικῆς διαρκείας τῆς προστασίας.

(2). Ἐν τούτοις, ἐὰν ἓν ἔργον, συνεπείᾳ λήξεως τῆς προθεσμίας προστασίας ἡ ὁποία προηγουμένως τῷ ἀνεγνωρίζετο, περιῆλθεν εἰς κοινὴν χρῆσιν ἐν τῇ χώρᾳ ἐν τῇ ὁποίᾳ ζητεῖται ἡ προστασία, τὸ ἔργον τοῦτο δὲν θὰ τύχῃ ἐκ νέου προστασίας.

(3). Ἡ ἐφαρμογὴ τῆς ἀρχῆς ταύτης θὰ γίνῃ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ὑφισταμένων ἢ συνομολογηθησομένων πρὸς τοῦτο εἰδικῶν Συμβάσεων μεταξὺ χωρῶν τῆς Ἑνώσεως. Ἐλλείψει τοιούτων διατάξεων, ἑκάστη χώρα θὰ κανονίσῃ καθόσον τὴν ἀφορᾷ, τὸν τρόπον κατὰ τὸν ὁποῖον ἡ ἐν λόγῳ ἀρχὴ ὀφείλει νὰ ἐφαρμοσθῇ.

(4). Αἱ ἀνωτέρω διατάξεις ἐφαρμόζονται ἐπίσης εἰς τὴν περίπτωσιν νέων προσχωρήσεων εἰς τὴν Ἕνωσιν, ὡς καὶ εἰς περίπτωσιν ἐπεκτάσεως τῆς προστασίας δι' ἐφαρμογῆς τοῦ 7ου ἄρθρου ἢ δι' ἄρσεως τῶν ἐπιφυλάξεων.

Ἄρθρον 19.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἀποκλείουν τὴν διεκδίκησιν ἐφαρμογῆς γενικωτέρων διατάξεων, αἱ ὁποῖαι τυχὸν θεσπίζονται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας χώρας τινός τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 20.

Αἱ Κυβερνήσεις τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως ἐπιφυλάσσουν ἑαυταῖς τὸ δικαίωμα νὰ συνάψωσι μεταξύ των εἰδικὰς συμφωνίας, ἐφόσον αἱ συμφωνίαι αὗται θὰ ἔδιδον εἰς τοὺς συγγραφεῖς εὐρύτερα δικαιώματα τῶν παρεχομένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως, ἢ θὰ περιεῖχον ἄλλας διατάξεις οὐχὶ ἀντιθέτους πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν. Αἱ διατάξεις ὑφισταμένων συμφωνιῶν, αἱ ὁποῖαι δὲν ἀντίκεινται πρὸς τοὺς ἀνωτέρω ὅρους, παραμένουν ἐν ἰσχύϊ.

Ἄρθρον 21.

(1). Τὸ ἱδρυθὲν διεθνὲς γραφεῖον, ὑπὸ τὸ ὄνομα «Γραφεῖον τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν φιλολογικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων» διατηρεῖται.

(2). Τὸ Γραφεῖον τοῦτο τίθεται ὑπὸ τὴν ὑψηλὴν ἐξουσίαν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας, ἡ ὁποία ρυθμίζει τὴν ὀργάνωσίν του καὶ ἐπιβλέπει τὴν λειτουργίαν του.

(3). Ἡ ἐπίσημος γλῶσσα τοῦ γραφείου εἶναι ἡ γαλλική.

Ἄρθρον 22.

(1) Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον συγκεντρώνει τὰς πάσης φύσεως πληροφορίας, τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν προστασίαν τῶν δικαιωμάτων τῶν συγγραφέων ἐπὶ τῶν φιλολογικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων αὐτῶν. Συντονίζει καὶ δημοσιεύει ταύτας. Ἀναλαμβάνει τὴν μελέτην ζητημάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος διὰ τὴν Ἕνωσιν καί, τῇ βοηθείᾳ τῶν τιθεμένων εἰς τὴν διάθεσίν του ὑπὸ τῶν διαφόρων ὑπηρεσιῶν ἐγγράφων, ἐκδίδει περιοδικὸν εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν ἐπὶ ζητημάτων ἀφορώντων τὸν σκοπὸν τῆς Ἑνώσεως. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως ἐπιφυλάσσουν ἑαυταῖς τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιτρέψωσιν, ἀπὸ συμφώνου, τὴν δημοσίευσιν ὑπὸ τοῦ Γραφείου ἐκδόσεως εἰς μίαν ἢ περισσοτέρας ἄλλας γλώσσας, ἐὰν ἐν τῇ πράξει ἤθελε προκύψει τοιαύτη ἀνάγκη.

(2) Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον θὰ τελῇ πάντοτε εἰς τὴν διάθεσιν τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ὅπως τοῖς παράσχῃ οἱασδήποτε εἰδικὰς πληροφορίας, τὰς ὁποίας τυχὸν θὰ ἐχρειάζετο σχετικῶς πρὸς τὴν προστασίαν φιλολογικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων.

(3) Ὁ Διευθυντὴς τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου συντάσσει ἐτησίαν ἔκθεσιν τῆς διαγειρίσεώς του, ἡ ὁποία κοινοποιεῖται εἰς ὅλα τὰ μέλη τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 23.

(1) Τὰ ἔξοδα τοῦ Γραφείου τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως καταβάλλονται ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως. Μέχρι νεωτέρας ἀποφάσεως, δὲν θὰ δύνανται νὰ ὑπερβῶσι τὸ ποσὸν τῶν ἑκατὸν εἴκοσι χιλιάδων χρυσῶν φράγκων ἐτησίως (*).

Τὸ ποσὸν τοῦτο δύναται ν' αὐξηθῇ ἐν ἀνάγκῃ δι' ὁμοφώνου ἀποφάσεως τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ μιᾶς τῶν προβλεπομένων ἐν ἄρθρῳ 24 Διασκέψεων.

(2) Πρὸς καθορισμὸν τῆς συμβολῆς ἑκάστης τῶν χωρῶν εἰς τὸ ὁλικὸν ποσὸν τῶν ἐξόδων, αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως ὡς καὶ ἐκεῖναι αἵτινες μέλλουσι νὰ προσχωρήσωσι εἰς τὴν Ἕνωσιν μεταγενεστέρως διαιροῦνται εἰς ἓξ τάξεις, ἐξ ὧν

(*) Ἡ νομισματικὴ αὕτη μονὰς εἶναι τὸ χρυσοῦν φράγκον ἐξ 100 λεπτῶν, 10)31ων τοῦ γραμμαρίου καὶ κύρους καθαρότητος 0,900.

ἑκάστη συμμετέχει κατ' ἀναλογίαν ὡρισμένων μονάδων, ἤτοι :

1η	τάξις	25	μονάδες
2α	»	20	»
3η	»	15	»
4η	»	10	»
5η	»	5	»
6η	»	3	»

(3) Οἱ συντελεσταὶ οὗτοι πολλαπλασιάζονται ἐπὶ τὸν ἀριθμὸν τῶν χωρῶν ἑκάστης τάξεως, τὸ δὲ σύνολον τῶν οὕτω εὑρισκομένων γινομένων παρέχει τὸν ἀριθμὸν τῶν μονάδων διὰ τοῦ ὁποίου ἡ ὁλικὴ δαπάνη δέον νὰ διαιρεθῇ. Τὸ πηλίκον δίδει τὸ ποσὸν τῆς μονάδος δαπάνης.

(4) Ἑκάστη χώρα ὀφείλει νὰ δηλώσῃ, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς προσχωρήσεώς της, εἰς ποίαν ἐκ τῶν ὡς ἄνω τάξεων ζητεῖ νὰ καταταγῇ, θὰ δύναται ὅμως πάντοτε νὰ δηλώσῃ μεταγενεστέρως ὅτι ἐπιθυμεῖ νὰ καταταγῇ εἰς ἑτέραν τάξιν.

(5) Ἡ Ἑλβετικὴ Διοίκησις ἑτοιμάζει τὸν προϋπολογισμὸν τοῦ Γραφείου, ἐπιβλέπει τὰς δαπάνας, χορηγεῖ τὰς ἀναγκαίας προκαταβολὰς καὶ συντάσσει τὸν ἐτήσιον λογαριασμόν, ὁ ὁποῖος κοινοποιεῖται εἰς ὅλας τὰς ἄλλας διοικήσεις.

Ἄρθρον 24.

(1) Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐπιτρέπεται νὰ ὑποβληθῇ εἰς ἀνάθεώρησιν ἐπὶ σκοπῷ εἰσαγωγῆς βελτιώσεων συντελουσῶν εἰς τὴν τελειοποίησιν τοῦ συστήματος τῆς Ἑνώσεως.

(2) Ζητήματα τοιαύτης φύσεως, ὡς καὶ τὰ ἐνδιαφέροντα ἀπὸ ἑτέρων ἀπόψεων τὴν ἀνάπτυξιν τῆς Ἑνώσεως, ἐξετάζονται ἐν Διασκέψεσιν αἵτινες συγκροτοῦνται ἀλληλοδιαδόχως ἐν ταῖς χώραις τῆς Ἑνώσεως μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ἐν λόγῳ χωρῶν. Ἡ Διοίκησις τῆς χώρας ἐν τῇ ὁποίᾳ πρόκειται νὰ συνέλθῃ ἡ Διάσκεψις ἑτοιμάζει, μὲ τὴν βοήθειαν τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου, τὸ πρόγραμμα τῶν ἐργασιῶν αὐτῆς. Ὁ Διευθυντὴς τοῦ Γραφείου παρίσταται εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν Διασκέψεων καὶ λαμβάνει μέρος εἰς τὰς συζητήσεις, ἄνευ ὅμως δικαιώματος ψήφου.

(3) Οὐδεμία μεταβολὴ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἰσχύει διὰ τὴν Ἕνωσιν εἰμὴ κατόπιν τῆς ὁμοφώνου συγκαταθέσεως τῶν ἀποτελουσῶν αὐτὴν χωρῶν.

Ἄρθρον 25.

(1) Αἱ μὴ συμμετέχουσαι τῆς Ἑνώσεως χῶραι, αἱ ὁποῖαι ἐξασφαλίζουν τὴν νόμιμον προστασίαν τῶν ἀποτελούντων τὸ ἀντικείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως δικαιωμάτων δύνανται νὰ προσχωρήσωσιν εἰς ταύτην τῇ αἰτήσει των.

(2) Ἡ προσχώρησις αὕτη θὰ γνωστοποιηθῇ ἐγγράφως εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας, ὑπ' ταύτης δὲ εἰς ὅλους τοὺς ἄλλους.

(3) Αὕτη συνεπάγεται αὐτοδικαίως ἀποδοχὴν ὅλων τῶν ὅρων καὶ παραδοχὴν ὅλων τῶν ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει συμφωνηθέντων πλεονεκτημάτων θὰ ἐπεφέρῃ τὰς συνεπείας της ἕνα μῆνα μετὰ τὴν ἀποστολὴν τῆς γινομένης ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας γνωστοποιήσεως εἰς τὰς ἄλλας χώρας τῆς Ἑνώσεως, ἐκτὸς ἐὰν μεταγενεστέρα ἡμερομηνία ἤθελεν ὑποδειχθῇ ὑπὸ τῆς προσχωρούσης χώρας. Πάντως, θὰ δύναται νὰ περιέχῃ τὴν ὑπόδειξιν ὅτι ἡ προσχωροῦσα χώρα προτίθεται ν' ἀντικαταστήσῃ, τοὐλάχιστον προσωρινῶς, τὸ ἄρθρον 8, σχετικῶς πρὸς τὰς μεταφράσεις, διὰ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 5 τῆς Συμβάσεως Ἑνώσεως τοῦ 1886 ἀναθεωρηθείσης ἐν Παρισίοις τῷ 1896, διευκρινιζομένου πάντως ὅτι, αἱ διατάξεις αὗται δὲν ἀφοροῦν εἰμὴ τὴν μετάφρασιν εἰς μίαν ἢ πλείονας τῆς χώρας γλώσσας.

Ἄρθρον 26.

(1) Ἑκάστη τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως δύναται ἐν παντὶ χρόνῳ νὰ γνωρίσῃ ἐγγράφως εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζηται εἰς τὰ ὑπερπόντια ἐδάφη της, ἀποικίας, προτεκτορᾶτα ἐδάφη ὑπὸ κηδεμονίαν ἢ πάντα ἄλλα ἐδάφη τῶν ὁποίων ἔχει τὴν εὐθύνην τῶν ἐξωτερικῶν σχέσεων, ἡ δὲ Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζηται τότε ἐφ' ὅλων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ γνωστοποιήσει ἐδαφῶν ἀπὸ τῆς ὁριζομένης προθεσμίας συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 25, παρ. 3. Ἐλλείψει τοιαύτης γνωστοποιήσεως, ἡ Σύμβασις δὲν θὰ ἐφαρμόζηται εἰς τὰ ἐν λόγῳ ἐδάφη.

(2) Ἑκάστη τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως δύναται ἐν παντὶ χρόνῳ νὰ γνωρίσῃ ἐγγράφως εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ παύσῃ ἐφαρμοζομένη εἰς ὅλα ἢ μέρος τῶν ἐδαφῶν τὰ ὁποῖα ἦσαν τὸ ἀντικείμενον τῆς προβλεπομένης ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ γνωστοποιήσεως, ἡ δὲ Σύμβασις θὰ παύσῃ ἐφαρμοζομένη ἐπὶ τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ γνωστοποιήσει ταύτῃ ἐδαφῶν δώδεκα μῆνες μετὰ τὴν λῆψιν τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας.

(3) Πᾶσα γνωστοποίησις γινομένη τῇ Κυβερνήσει τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν παραγράφων 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ κοινοποιῆται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ταύτης πρὸς ὅλας τὰς χώρας τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 27.

(1) Ἡ παροῦσα Σύμβασις θ' ἀντικαταστήσῃ ἐν ταῖς σχέσεσι μεταξὺ τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, τὴν Σύμβασιν τῆς Βέρνης τῆς 9ης Σεπτεμβρίου 1886 καὶ τὰς πράξεις αἱ ὁποῖαι ἀλληλοδιαδόχως ἀνεθεώρησαν ταύτην. Αἱ προγενεστέρως ἐν ἰσχύϊ πράξεις θὰ ἐξακολουθήσωσιν ἐφαρμοζόμεναι εἰς τὰς σχέσεις μετὰ τῶν χωρῶν αἱ ὁποῖαι δὲν ἤθελον κυρώσει τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

(2) Αἱ χῶραι ἐν ὀνόματι τῶν ὁποίων ὑπογράφεται ἡ παροῦσα Σύμβασις δύνανται ἀκόμη νὰ διατηρήσωσι τὸ δικαίωμα τῶν προηγουμένως διατυπωθεισῶν ἐπιφυλάξεων, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως δηλώσωσι τοῦτο κατὰ τὴν κατάθεσιν τῶν κυρώσεων.

(3) Χῶραι αἱ ὁποῖαι εἶναι μὲν τώρα μέλη τῆς Ἑνώσεως ἀλλ' ἐν ὀνόματι τῶν ὁποίων δὲν θὰ ὑπογραφῇ ἡ παροῦσα Σύμβασις, δύνανται ἐν παντὶ χρόνῳ νὰ προσχωρήσωσιν εἰς ταύτην κατὰ τὸν προβλεπόμενον ἐν ἄρθρῳ 25 τρόπον. Θὰ δύνανται ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει νὰ ἐπωφεληθῶσι τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου.

Ἄρθρον 27β.

Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων χωρῶν τῆς Ἑνώσεως ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἑρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ ὁποία δὲν ἤθελε διευθετηθῇ διὰ διαπραγματεύσεων, θ' φέρηται ἐνώπιον τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου τὸ ὁποῖον θὰ ἀποφασίζῃ ἐπ' αὐτῆς, ἐκτὸς ἐὰν αἱ ἐνδιαφερόμεναι χῶραι συνφωνήσωσιν ἐπὶ ἑτέρου τρόπου διακανονισμοῦ τῆς διαφορᾶς. Ἡ ἐνάγουσα χώρα θὰ εἰδοποιῇ περὶ τῆς φερομένης ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου διαφορᾶς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον τὸ ὁποῖον θὰ πληροφορῇ σχετικῶς τὰς ἄλλας χώρας τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 28.

(1) Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ κυρωθῇ, αἱ δὲ κυρώσεις θὰ κατατεθῶσιν εἰς Βρυξέλλας τὸ ἀργότερον τὴν 1ην Ἰουλίου 1951. Αἱ κυρώσεις αὗται μετὰ τῶν ἡμερομηνιῶν των καὶ ὅλων τῶν τυχὸν συνοδευουσῶν αὐτὰς δηλώσεων θὰ κοινοποιηθῶσιν ὑπὸ τῆς Βελγικῆς Κυβερνήσεως εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας ἡ δὲ τελευταία αὕτη θὰ τὰς κοινοποιήσῃ εἰς τὰς ἄλλας χώρας τῆς Ἑνώσεως.

(2) Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν σχύϊ μεταξὺ τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως αἱ ὁποῖαι θὰ τὴν ἔχωσι κυρώσει, ἕνα μῆνα μετὰ τὴν 1ην Ἰουλίου 1951. Ἐν τούτοις ἐὰν πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης ἤθελε κυρωθῇ ὑπὸ ἓξ τοὐλάχιστον χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, θὰ ἐτίθετο ἐν ἰσχύϊ μεταξὺ μὲν τῶν χωρῶν τούτων τῆς Ἑνώσεως ἕνα μῆνα μετὰ τὴν κοινοποίησιν πρὸς αὐτὰς ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας τῆς καταθέσεως τῆς ἕκτης κυρώσεως, διὰ δὲ τὰς χώρας τῆς Ἑνώσεως αἱ ὁποῖαι ἤθελον κυρώσει μεταγενεστέρως, ἕνα μῆνα μετὰ τὴν κοινοποίησιν ἑκάστης τῶν κυρώσεων τούτων.

(3) Μὴ μετέχουσαι τῆς Ἑνώσεως χῶραι δύνανται μέχρι τῆς 1ης Ἰουλίου 1951 νὰ προσχωρήσωσιν εἰς τὴν Ἕνωσιν ἀποδεχόμενοι εἴτε τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Ρώμῃ τὴν 2αν Ἰουνίου 1928, εἴτε τὴν παροῦσαν Σύμβασιν. Αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως αἱ ὁποῖαι δὲν θὰ ἔχωσι κυρώσει τὴν παροῦσαν Σύμβασιν μέχρι τῆς 1 Ἰουλίου 1951 θὰ δύνανται νὰ προσχωρήσωσιν εἰς ταύτην κατὰ τὴν διαδικασίαν τοῦ ἄρθρου 25, θὰ δύνανται νὰ ἐπωφεληθῶσιν ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 27, παρ. 2.

Ἄρθρον 29.

(1) Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ ἐπ' ἀόριστον χρόνον. Ἐν τούτοις, ἑκάστη χώρα τῆς Ἑνώσεως θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ καταγγείλῃ ταύτην καθ' οἱανδήποτε στιγμήν, δυνάμει ἐγγράφου γνωστοποιήσεως πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας.

(2) Ἡ καταγγελία αὕτη, ἡ ὁποία θὰ κοινοποιηθῇ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσποσδίας εἰς ὅλας τὰς ἄλλας χώρας τῆς Ἑνώσεως, δὲν θὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν εἰμὴ ἐναντι τοῦ καταγγείλαντος Κράτους καὶ μόνον μετὰ πάροδον δώδεκα μηνῶν μετὰ τὴν λῆξιν τῆς ἀπευθυνθείσης εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας γνωστοποιήσεως περὶ τῆς καταγγελίας. Ἡ Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν πλήρει ἰσχύϊ καθόσον ἀφορᾷ εἰς τὰς ἄλλας χώρας τῆς Ἑνώσεως.

(3) Τὸ προβλεπόμενον ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ δικαίωμα καταγγελίας δὲν θὰ δύναται νὰ ἀσκηθῇ ὑπὸ χώρας τινὸς πρὸ τῆς παρελεύσεως πέντε ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς κυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως τῆς χώρας ταύτης.

(1) Αἱ χῶραι αἱ ὁποῖαι θὰ εἰσαγάγωσιν ἐν τῇ νομοθεσίᾳ των τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 7, παρ. 1, τῆς παρούσης Συμβάσεως πεντηκονταετῆ διάρκειαν προστασίας θὰ γνωστοποιήσωσι τοῦτο ἐγγράφως εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας, ἡ ὁποία θὰ κοινοποιήσῃ τὴν γνωστοποίησιν ταύτην εἰς ὅλας τὰς ἄλλας χώρας τῆς Ἑνώσεως.

(2) Ἡ αὐτὴ διαδικασία θ' ἀκολουθηθῇ καὶ σχετικῶς πρὸς χώρας αἱ ὁποῖαι θὰ παραιτηθῶσι τῶν ὑπ' αὐτῶν γενομένων ἢ διατηρηθεισῶν ἐπιφυλάξεων συμφώνως τοῖς ἄρθροις 25 καὶ 27.

Ἄρθρον 31.

Αἱ ἐπίσημοι πράξεις τῶν Διασκέψεων θὰ συντάσσωνται γαλλιστί. Ἰσότιμον κείμενον θὰ συντάσσηται ἀγγλιστί. Ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως περὶ τὴν ἑρμηνείαν τῶν πράξεων, θὰ ὑπερισχύσῃ πάντοτε τὸ γαλλικόν, κείμενον. Πᾶσα χώρα ἢ ὁμὰς χωρῶν τῆς Ἑνώσεως θὰ δικαιοῦται νὰ ζητήσῃ τὴν σύνταξιν ὑπὸ τοῦ διεθνοῦς Γραφείου, ἐν συνεννοήσει μετ' αὐτοῦ, ἐπισήμου κειμένου τῶν εἰρημένων πράξεων εἰς τὴν γλῶσσαν τῆς ἐκλογῆς του. Τὰ κείμενα ταῦτα θὰ δημοσιεύωνται ἐν ταῖς πράξεσι τῶν Διασκέψεων, συνημμένα εἰς τὰ γαλλικὰ καὶ ἀγγλικὰ κείμενα.

Ἐφ' ᾧ οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Βρυξέλλαις τὴν 26ην Ἰουνίου 1948, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον τὸ ὁποῖον θὰ κατατεθῇ ἐν τοῖς Ἀρχείοις τοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου τοῦ Βελγίου. Ἀκριβὲς ἀντίγραφον, δεόντως βεβαιωμένον, θὰ διαβιβασθῇ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ εἰς ἑκάστην χώραν τῆς Ἑνώσεως.

---

(2)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 3569.

Περὶ κυρώσεως τῆς Μορφωτικῆς Συμβάσεως μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Βελγίου ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τῇ 9ῃ Δεκεμβρίου 1954.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 28 Αὐγούστου 1956 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ συναφθεῖσα μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Βελγίου Μορφωτικὴ Σύμβασις, τῆς 9ης Δεκεμβρίου 1954 ἧς τὸ κείμενον ἕπεται εἰς τὴν ἑλληνικὴν καὶ γαλλικήν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν.

Ἐν τῇ Β. Ἑλληνικῇ Πρεσβείᾳ Βιέννης τῇ 27 Σεπτεμβρίου 1956

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ, Α. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ-ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Π. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ, Γ. Ι. ΡΑΛΛΗΣ, Λ. ΜΠΟΤΡΝΙΑΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Γ. ΚΑΣΙΜΑΤΗΣ, Δ. ΔΑΒΑΚΗΣ, Α. ΑΛΙΠΡΑΝΤΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Χ. ΚΑΡΑΠΙΠΕΡΗΣ, Δ. ΜΑΝΕΝΤΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 6 Ὀκτωβρίου 1956

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΙΝΟΥ

ΜΟΡΦΩΤΙΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος

καὶ τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου.

Ἡ Α.Μ. ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων ἀφ' ἑνὸς καὶ ἡ Α.Μ. ὁ Βασιλεὺς τῶν Βέλγων ἀφ' ἑτέρου, ἐμπνεόμενοι ὑπὸ κοινῆς ἐπιθυμίας ὅπως προαγάγουν τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν των εἰς τὸ μορφωτικόν, ἐκπαιδευτικὸν καὶ διδακτικὸν πεδίον ὡς καὶ εἰς τὴν σφαῖραν τῆς λογοτεχνίας, τῆς τέχνης καὶ τῶν ἐπιστημῶν, ἀπεφάσισαν τὴν σύναψιν μορφωτικῆς συμβάσεως καὶ ὥρισαν πρὸς τοῦτο :

Ἡ Α.Μ. ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων :

Τὴν Α.Ε. τὸν Κύριον Στέφανον Στεφανόπουλον, Ὑπουργὸν τῶν Ἐξωτερικῶν:

Ἡ Α.Μ. ὁ Βασιλεὺς τῶν Βέλγων :

Τὴν Α.Ε. τὸν Κύριον REMI BAERT, Ἔκτακτον Ἀπεσταλμένον καὶ Πρεσβευτὴν τοῦ Βελγίου ἐν Ἀθήναις.

Οἵτινες ἀνταλλάξαντες τὰ πληρεξούσιά των, ἅτινα εὑρέθησαν ἐν πλήρει τάξει, συνωμολόγησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

Ἡ παροῦσα σύμβασις ἔχει ὡς σκοπὸν τὴν προαγωγὴν καὶ σύσφιγξιν, διὰ τῆς ἀναπτύξεως καὶ τῆς ἐνισχύσεως μιᾶς φιλικῆς συνεργασίας, τῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν δεσμῶν εἰς τὴν σφαῖραν τῆς ἐκπαιδεύσεως, τῶν ἐπιστημῶν, τῶν Γραμμάτων καὶ τῆς Τέχνης.

Ἄρθρον 2.

Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων μερῶν θέλει μεριμνήσει διὰ τὴν κατὰ τὸ δυνατὸν ἀνάπτυξιν εἰς τὰ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των Πανεπιστήμια καὶ τὰ ἄλλα Ἐκπαιδευτικὰ ἱδρύματα, τῶν ἀντιστοίχων πνευματικῶν των κληρονομιῶν.

Ἄρθρον 3.

Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ δύναται νὰ ἐγκαταστήσῃ μορφωτικὰ ἱδρύματα εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι θέλει συμμορφωθῇ πρὸς τὰς γενικὰς καὶ εἰδικὰς διατάξεις τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας, αἵτινες καθορίζουν τὰ τῆς ἐγκαταστάσεως καὶ λειτουργίας τῶν τοιούτων ἱδρυμάτων.

Ἄρθρον 4.

Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων μερῶν θέλει ἐνισχύσει τὴν ἀνταλλαγὴν Καθηγητῶν τῆς Ἀνωτάτης, Μέσης καὶ Στοιχειώδους Ἐκπαιδεύσεως ὡς καὶ τῆς καλλιτεχνικῆς καὶ τεχνικῆς τοιαύτης, ἐπιστημόνων ἐρευνητῶν, σπουδαστῶν, καλλιτεχνῶν καὶ ἀντιπροσώπων ἄλλων ἐπαγγελμάτων μορφωτικοῦ καὶ τεχνικοῦ χαρακτῆρος.

Ἄρθρον 5.

Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ δύναται νὰ προκηρύξῃ ὑποτροφίας, ἵνα οἱ ὑπήκοοί του δυνηθοῦν νὰ σπουδάσουν ἢ νὰ συνεχίσουν τὰς σπουδὰς ἢ μελέτας των, ἢ νὰ συμπληρώσουν τὴν τεχνικήν των κατάρτισιν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους.

Ἄρθρον 6.

Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων μερῶν θέλει ἐνθαρρύνει τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν ἐπιστημονικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἱδρυμάτων καὶ ἑνώσεων τῶν ἔργων λαϊκῆς ἐκπαιδεύσεως ὡς καὶ μεταξὺ τῶν ἀνεγνωρισμένων ὑπὸ τοῦ Κράτους ὀργανώσεων Νέων.

Ἄρθρον 7.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ ἑκάστου τῶν συμβαλλομένων μερῶν θέλουν προβῇ εἰς μίαν ἐμπεριστατωμένην ἔρευναν τοῦ ζητήματος τῆς ἰσοτιμίας τῶν διπλωμάτων, ἀπολυτηρίων ὡς καὶ τῶν ἄλλων τίτλων σπουδῶν.

Ἄρθρον 8.

Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν ἵδρυσιν θερινῶν μαθημάτων διὰ τὸ διδακτικὸν προσωπικὸν τοὺς σπουδαστὰς καὶ μαθητὰς τοῦ ἑτέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

Ἄρθρον 9.

Ἐν ὄψει τῆς ἀναπτύξεως τῆς μορφωτικῆς καὶ ἐπαγγελματικῆς συνεργασίας, τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ ἐνισχύσουν διὰ προσκλήσεων καὶ ἀρωγῶν τὰς ἀμοιβαίας ἐπισκέψεις.

Ἄρθρον 10.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ ἐπιτύχουν μίαν καλλιτέραν γνωριμίαν τῶν ἀντιστοίχων πολιτισμῶν των διὰ διαλέξεων, συναυλιῶν, ἐκθέσεων, καλλιτεχνικῶν ἐκδηλώσεων, βιβλίων, περιοδικῶν, τῆς ραδιοφωνίας, τῆς τηλεοράσεως, τῶν κινηματογραφικῶν ἔργων ὡς καὶ διὰ παντὸς ἄλλου καταλλήλου μέσου.

Ἄρθρον 11.

Ἐν ὄψει τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμβάσεως θέλει συσταθῇ μία Μόνιμος Μικτὴ Ἐπιτροπή, ἥτις καὶ Ο' ἀποτελῆται ἐξ ὀκτώ, κατ' ἀνώτατον ὅριον, μελῶν.

Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη Ο' ἀποτελῆται ἐκ δύο τμημάτων. Τὸ ἓν θὰ περιλαμβάνῃ τὰ βελγικὰ μέλη καὶ θὰ ἑδρεύῃ ἐν Βρυξέλλαις, τὸ ἄλλο περιλαμβάνον ἴσον ἀριθμὸν Ἑλλήνων μελῶν, θὰ ἑδρεύῃ ἐν Ἀθήναις.

Ὁ Βέλγος Ὑπουργὸς τῶν Ἐξωτερικῶν καὶ ὁ Βέλγος Ὑπουργὸς τῆς Δημοσίας Ἐπκαιδεύσεως θέλουν ἀπὸ κοινοῦ προσδιορίσει τὰ μέλη τοῦ Βελγικοῦ τμήματος.

Ὁ Ἕλλην Ὑπουργὸς τῶν Ἐξωτερικῶν καὶ ὁ Ἕλλην Ὑπουργὸς τῆς Δημοσίας Ἐκπαιδεύσεως θέλουν προσδιορίσει τὰ μέλη τοῦ Ἑλληνικοῦ τμήματος.

Πρὸ τοῦ διορισμοῦ μέλους ὑφ' ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ ζητῆται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἡ συγκατάθεσις τοῦ ἑτέρου τῶν συμβαλλομένων.

Ἄρθρον 12.

Ἡ Μόνιμος Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέρχεται ἐν ὁλομελείᾳ ὁπότε ἤθελε κριθῇ τοῦτο ἀναγκαῖον καὶ εἰ δυνατὸν ἅπαξ τοῦ ἔτους ἐναλλὰξ ἐν Βελγίῳ καὶ Ἑλλάδι.

Αἱ συνεδριάσεις αὐται τῆς ὁλομελείας τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ προεδρεύωνται ἐν Βελγίῳ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τῆς Δημοσίας Ἐκπαιδεύσεως ἢ τοῦ ἀντιπροσώπου του καὶ ἐν Ἑλλάδι ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν ἢ τοῦ ἀντιπροσώπου του.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη καὶ τὰ τμήματα τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ δύνανται νὰ προσκαλοῦν εἰδικούς, οἵτινες θὰ δύνανται νὰ παρίστανται εἰς τὰς συνεδριάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς.

Δύνανται ὁμοίως νὰ παρίστανται εἰς τὰς συνεδριάσεις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς μὲ δικαίωμα συμβουλευτικῆς ψήφου ὁ ἐν Ἑλλάδι διπλωματικὸς ἀντιπρόσωπος τοῦ Βελγίου καὶ ὁ ἐν Βελγίῳ διπλωματικὸς ἀντιπρόσωπος τῆς Ἑλλάδος ἢ οἱ ἀναπληρωταὶ αὐτῶν, ἀναλόγως ἐὰν ἡ συνεδρίασις θὰ λάβῃ χώραν ἐν Βελγίῳ ἢ ἐν Ἑλλάδι.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει κυρωθῆ. Ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν ὀργάνων θέλει λάβει χώραν ἐν Βρυξέλλαις.

Ἡ σύμβασις θέλει ἰσχύσει ἀπὸ τῆς 15ης ἡμέρας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Ἄρθρον 14.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει ἰσχύσει διὰ μίαν περίοδον τοὐλάχιστον πέντε ἐτῶν. Μετὰ ταῦτα, ἐὰν δὲν καταγγελθῇ ὑφ' ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν τοὐλάχιστον ἓξ μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τῆς περιόδου ταύτης, θέλει παραμείνει ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς λήξεως ἓξ μηνῶν ἀφ' ἧς ἡμέρας ἑκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἤθελε γνωστοποιήσει πρὸς τὸ ἕτερον τὴν καταγγελίαν της.

Εἰς πίστωσιν οἱ Πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν καὶ ἔθεσαν ἐπ' αὐτῆς τὰς σφραγίδας των.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν ἐν Ἀθήναις τῇ 9ῃ Δεκεμβρίου 1954 εἰς τὴν Ἑλληνικὴν καὶ Γαλλικήν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν.

Διὰ τὸ Βασίλειον τοῦ Βελγίου
REMI BAERT

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος
Σ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ACCORD CULTUREL
[Entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Grèce.

Sa Majesté le Roi des Belges d'une part, et Sa Majesté le Roi des Hellénes d'autre part, animés d'un égal désir de promouvoir la collaboration entre leurs pays respectifs dans le domaine de la culture, de l'éducation et de l'instruction ainsi que de la littérature, des arts et des sciences, ont résolu de conclure un accord culturel et ont nommé savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges:

Son Excellence Monsieur REMI BAERT, Envoyé Extraordinaire et Ministre de Belgique à Athènes;

Sa Majesté le Roi des Hellènes;

Son Excellence Monsieur STEPHANOS STEPHANOPOULOS Ministre des Affaires Etrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article 1er.

Le présent accord a pour but de promouvoir et de resserrer, par le développement et l'intensification d'une collaboration amicale, les rapports entre les deux pays dans le domaine de l'éducation des Sciences, des lettres et des Arts.

Article 2.

Chacune des Parties Contractantes s'emploiera de son mieux à promouvoir dans les Universités où autres établissements d'enseignement situés sur son territoire al connaissance des patrimoines culturels respectifs.

Article 3.

Chacune des Parties Contractantes pourra établir des instituts culturels sur le territoire de l'autre, à condition de se conformer aux dispositions générales et spéciales de la législation nationale réglant l'établissement et l'activité de tels instituts.

Article 4.

Chacune des Parties contractantes encouragera l'échange de professeurs de l'enseignement supérieur, secondaire, normal, artistique et technique, de chercheurs, scientifiques, d'étudiants, d'artistes et de représentants d'autres professions de caractère culturel et technique.

Article 5.

Chacune des Parties contractantes pourra créer des bourses d'études pour permettre à leurs nationaux d'entreprendre ou de poursuivre leurs études ou recherches, ou de parfaire leur formation technique sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 6.

Chacune des Parties Contractantes encouragera la coopération entre les institutions et groupements scientifique, artistiques, les oeuvres d'éducation populaire et les mouvements de jeunesse reconnus par l'Etat.

Article 7.

Les autorités compétentes de chacune des Parties Contractantes procèderont à un examen approfondi de la question de l'équivalence des diplômes, des grades académiques des autres certificats d'études.

Article 8.

Chancune des Parties Contractantes encouragera l'institution de cours de vacances destinés au personnel enseignant, aux étudiants et aux élèves de l'autre Partie Contractante.

Article 9.

En vue de promouvoir a collaboration culturelle et professionnelle les Parties Contractantes encourageront, au moyen d'invitations et de subsides, les visites réciproques.

Article 10.

Les Parties Contractantes s'efforceront de promouvoir une meilleure connaissance de leurs cultures respectives, au moyen de conférences, de concerts, d'expositions, de manifestations artistiques, de livres et de périodiques, de la radio, la télévision, le films ainsi que par tous autres moyens appropriés.

Article 11.

En vue l'application du présent accord, il sera constitué une Commission Mixte Permanente comprenant au maximum huit membres.

La Commission comprendra deux sections, l'une composée de membres belges et siégeant à Bruxelles, l'autre composée d'un nombre égal de membres grecs et siégeant à Athènes.

Le Ministre belge des Affaires Etrangères et le Ministre belge de l'Instruction Publique désigneront de commun accord les membres de la section belge, tandis que le Ministre grec des Affaires Etrangères et le Ministre grec de l'Instruction désigneront de commun accord les membres de la section grecque.

Avant la désignation d'un membre par l'une des Parties Contractantes, l'approbation de l'autre Partie Contractante sera demandée par la voie diplomatique.

Article 12.

La Commission Mixte Permanante se réunira en séance plénière chaque fois qu'il sera nécessaire et si possible une fois par an, alternativement en Belgique et en Grèce.

Ces séances plénières de la Commission seront présidées en Belgique par le Ministre de l'Instruction Publique ou son représentant, et en Grèce par le Ministre des Affaires Etrangères ou son représentant.

Les Parties Contranctantes et les sections de la Commission pourront faire appel à des experts, qui seront invités à assister aux réunion de la Commission.

Pourront également assister aux réunions de la Commission Mixte avec voix consultative, le Représentant diplomaqtique de la Belgique en Grèce et la Représentant diplomatique de la Grèce en Belgique, ou leurs replaçants, suivant que la réunion a lieu en Belgique ou en Grèce.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée. L'échange des Instruments de ratification aura lieu à Bruxelles. La convention entrera en vigueur la qinzième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification.

Article 14.

La présente convention restera en vigueur pour une période de cinq ans au moins. Par la suite, si elle n'a pas été dénoncée par un des gouvernements contractants, au moins six mois avant l'expiration de cette période elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période de six mois qui suivra la date à laquelle l'un ou l'autre des gouvernements contractants aura notifié sa dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaire respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Athènes, le 9 Decembre 1954, en double original, en langues française et grecque, étant entendu que les deux textes sont authentiques au même titre.

Pour le Royaume de Belgique
REMI BAERT

Pour le Royaume de Grèce
S. STEPHANOPOULOS

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1956 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς ἐκδιδομένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

		Ἐσωτ.	Ἐξωτ.
1. Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ.	250	350
2. » » » Β'	»	150	200
3. » » » Γ'	»	150	200
4. » » Παράρτημα	»	150	200
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	400	500
6. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	150	200
7. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	100	150
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	1.000	1.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν ὡρίσθη ὡς ἑξῆς:

1. Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δραχ.	12,50
2. » » » Β'	»	7,50
3. » » » Γ'	»	7,50
4. » » Παράρτημα	»	7,50
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	20.—
6. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	7,50
7. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	5.—
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	50.—

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, ἐξαιρέσει εἰδικῶν περιπτώσεων, τιμᾶται δραχ. 2.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	3.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	500
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	300
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	»	100
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
8. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ ἀναβολῆς συγκλήσεως τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	150
9. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	100
10. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	500
11. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	»	200
12. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν Ἰσολογισμῶν	»	300

ΙΙ. Εἰς τὸ Παράρτημα:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	100
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	200

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 ο)ο.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συνυπολογίζεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ